

# Romantisme et Diplomatie

Par Maurice Paléologue

Grâce à l'obligeance de la Revue des Deux Mondes, nous publierons pendant l'été (SIC Pierre Guimbretière) de larges extraits d'un document « Romantisme et diplomatie » que M. Maurice Paléologue a donné en 1924, à cette revue en trois livraisons successives. Cette étude au travers de la vie et la politique de trois grands personnages Talleyrand, Metternich et Chateaubriand illustre la place à part que les diplomates occupaient aux yeux de leurs contemporains à l'époque du romantisme.

La diplomatie écrit M. Maurice Paléologue « offre ainsi à quelques individualités fortes une occasion exceptionnelle de se produire et de se déployer sur la scène du monde il tenait cependant à préciser dans sa conclusion qu'il « Il a fallu que pendant quinze années , le monde fut bouleversé par un animateur prodigieux pour que la carrière diplomatique put offrir à quelques privilégiés , l'occasion de mener cette vie intense, aventureuse, passionnante que Mme Bovary se représentait comme « sublime »

L' étude publiée sur le site est limitée à Talleyrand et Metternich. Elle reproduit en entier l'article sur Talleyrand (Revue des Mondes 15 mars 1924 Romantisme et Diplomatie - I Talleyrand pp 281 à 318 ) et en partie seulement l'article sur Metternich (Revue des deux Mondes 1er avril 1924 Romantisme et Diplomatie - II. Metternich) pp 532 à 555 (edit note).

## Table des matières

Introduction.....	2
Talleyrand.....	3
Metternich.....	19

## Introduction

Quand Mme Bovary, étreinte par le mortel ennui de sa vie provinciale, essayait de s'imaginer les séductions de la vie parisienne, elle apercevait, tout au-dessus de la société, « dans une atmosphère vermeille, » le monde des ambassadeurs : « Ils marchaient sur des parquets luisants, dans des salons lambrissés de miroirs, autour de tables ovales couvertes d'un tapis de velours à crêpines d'or; il y avait là des robes à queue, de grands mystères, des angoisses dissimulées sous des sourires. » N'admettant guère d'autre fréquentation que celle des duchesses, qui, toutes, étaient pâles et « portaient du point d'Angleterre au bas de leurs jupons, », ces privilégiés menaient « une existence au-dessus des autres, entre ciel et terre, dans les orages, quelque chose de sublime. »

C'est à la lecture de Balzac, de George Sand, de Stendhal, d'Eugène Sue, que Mme Bovary s'était forgé cette éblouissante image de la vie diplomatique.

Jusqu'aux environs de 1830, les romanciers n'avaient jamais fait aux diplomates un pareil honneur. Pourtant, sous l'ancien régime, la politique étrangère de la France avait souvent illustré de grands personnages. Vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, notre diplomatie avait remporté de beaux succès par les talents du cardinal Du Perron et du cardinal d'Ossat, dont l'un parvint à réconcilier Henri IV avec la cour de Rome, dont l'autre fit annexer la Bresse et le Bugey au domaine royal. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Richelieu et Mazarin avaient eu pour disciples Abel Servien, qui signa les traités de Westphalie, Hugues de Lionne, qui négocia la paix d'Aix-la-Chapelle, Antoine de Mesme, comte d'Avaux, qui fut plénipotentiaire aux conférences de Nimègue, le duc d'Harcourt, ambassadeur à Londres, qui, d'après Saint-Simon, se révélait, en toute circonstance, « un homme très capable, très lumineux, très sensé, un bel esprit, net, vaste, judicieux, » le chevalier de Grémonville, ambassadeur à Vienne, que Louis XIV qualifiait « le plus hardi, le plus adroit, le plus effronté des négociateurs, le démon du genre. » Au XVIII<sup>e</sup> siècle, malgré tant d'erreurs de la politique française, il y avait eu aussi d'habiles diplomates, par qui le mal venu d'en haut avait été plus ou moins atténué, même réparé. Le marquis de Chauvelin nous avait obtenu la Lorraine. Le duc de Nivernais, qui avait liquidé, comme ambassadeur à Londres, les conséquences désastreuses de la guerre de Sept ans, avait sensiblement réduit les prétentions de nos vainqueurs. Le duc de Choiseul avait signé l'heureux Pacte de famille et nous avait donné la Corse. Enfin, le comte de Vergennes, par son ferme appui à la cause des insurgés américains, avait jeté un dernier rayon de gloire sur le déclin de la monarchie française.

Parmi ces éminents serviteurs de l'État, beaucoup avaient connu la célébrité. Mais le fait qu'ils eussent appliqué leurs talents à la politique étrangère, au lieu de s'être distingués dans la politique intérieure, n'avait rien ajouté de spécial à leur illustration. Dans l'esprit du public, les diplomates ne formaient pas une caste particulière, n'avaient pas une physionomie propre. Tout au plus discernait-on, chez eux, certaines singularités professionnelles, certaines habitudes de réserve, de sang-froid, de calcul, de simulation, de finasserie. Dans son fameux portrait du « ministre plénipotentiaire, » La Bruyère a spirituellement noté cette routine inconsciente, que donne souvent une longue pratique des négociations; mais le pénétrant moraliste ne semble même pas soupçonner que l'exercice du métier diplomatique puisse avoir une influence quelconque sur la conduite privée du diplomate et sa personne intime.

Avec la Révolution et l'Empire, un changement s'opère. On approche de la période romantique. De même que la littérature devient personnelle et se complaît à l'étalage du moi, de même la diplomatie n'est plus une fonction exclusivement administrative; elle dépouille la sévère draperie classique; elle empiète sur la vie privée; elle mêle pour ainsi dire les aventures intimes aux affaires publiques. Et, comme nul temps ne fut plus fertile en événements extraordinaires, elle offre ainsi à quelques individualités fortes une occasion exceptionnelle de se produire et de se déployer sur la scène du monde.

Trois hommes d'État ont frappé, à cet égard, l'imagination de leurs contemporains : Talleyrand, Metternich et Chateaubriand. C'est par eux que s'est formée, autour de la carrière diplomatique, la légende prestigieuse dont s'éblouissait Mme Bovary.

## Talleyrand

Sans Talleyrand, cette légende n'existerait pas et il aurait peut-être suffi à la créer, lui seul.

Né le 2 février 1754, issu d'une des plus anciennes familles de France, entré dans l'Église à cause d'un accident corporel qui le rend impropre au service militaire, évêque d'Autun en 1788, il a trente-cinq ans lorsque la Révolution éclate.

Il aperçoit tout de suite l'importance de l'événement et il y intervient avec autant de hardiesse que d'habileté. C'est lui qui propose la vente des biens ecclésiastiques au profit de la nation ; c'est lui qui fait voter la constitution civile du clergé ; c'est lui qui célèbre solennellement la messe à la fête de la Fédération ; c'est lui enfin qui sacre les premiers évêques assermentés. Toutes ces initiatives, qu'il assume d'un air froid, sans se laisser démonter un instant par le scandale qu'il provoque, lui valent bientôt d'être excommunié par le Pape.

Dès cette époque, la physionomie originale du personnage se dessine ; l'avenir accentuera quelques traits de la gravure, mais ne la changera plus. Maîtrise de soi, clairvoyance, intuition vive des événements et des hommes, souplesse dans l'action, amoralité parfaite, indifférence absolue aux moyens qui peuvent assurer le succès, don singulier de prépondérance et de séduction, - l'image de Talleyrand est déjà stéréotypée.

A la veille de la Terreur, il sent venir la bourrasque et se réfugie en Angleterre, puis en Amérique. Vers la fin de 1796, il rentre à Paris et, peu après, par la protection de Mme de Staël, il obtient du Directoire le portefeuille des Relations extérieures. Ce n'est pas qu'il ait la moindre foi dans Barras et ses acolytes ; mais on est au lendemain de Rivoli et, du premier coup d'oeil, il a deviné Bonaparte. Aussi, le 18 brumaire, il n'hésite pas un instant sur le parti à prendre. Après Sieyès, Lucien et les généraux, il est le principal artisan du coup d'État.

Il ouvre ainsi l'ère des grands premiers rôles qui, sauf quelques éclipses, le maintiendront durant près de quarante années sur le devant de la scène politique.

Pendant le Consulat et l'Empire, la figure de Napoléon brille d'un tel éclat que tous ses collaborateurs sont rejetés dans la pénombre, comme de simples comparses. Talleyrand seul échappe à cet effacement général et conserve, jusque dans le rayonnement du maître, tous ses traits individuels, toute sa liberté d'allure et d'attitude, toute sa valeur expressive, tous les attributs et tous les accents de son originale personnalité. C'est ce que le perspicace observateur du visage humain, David, a si remarquablement traduit, quand il nous le représente, à la cérémonie du Sacre, debout au pied de l'autel dans son office de grand-chambellan, ni plus ostensible ni plus chamarré que les autres princes ou dignitaires, mais se distinguant de tous par son aisance naturelle, par son calme impassible, par le rictus sardonique de ses narines et de ses lèvres, par le regard insolent et dédaigneux qu'il promène sur toute l'assemblée. Devant cette magnifique page d'histoire picturale, on sent que, si Talleyrand s'est engagé dans l'aventure napoléonienne, il ne s'y est nullement inféodé. Sous les dorures de la livrée impériale, il garde son libre arbitre.

Ses rapports avec Napoléon se divisent en deux phases. Dans la première, il le sert de son mieux ; dans la seconde, il le trahit sans pudeur.

Le rôle, qu'il s'assigne à lui-même sous le Consulat, est un des plus beaux que puisse concevoir un diplomate. Avec une hauteur de vues qui évoque les grands noms de Sully et de Richelieu, il aperçoit que la mission éminente du Premier Consul peut et doit être une mission de paix. Les victoires de Marengo et de Hohenlinden réalisent en effet, pour la politique française, une conjoncture merveilleuse, décisive, et qu'elle ne retrouvera plus.

Pour se faire une idée exacte et saine de la doctrine que les intérêts permanents de la France commandent à ses diplomates, il n'a pas attendu d'être ministre des Affaires étrangères. Dès le mois de novembre 1792, il a mis la Convention en garde contre les rêves d'hégémonie et de conquête dont se grise alors l'enthousiasme révolutionnaire : « On sait bien maintenant à quoi se réduisent toutes les grandes idées de rang, de primatie, et de prépondérance. On sait ce qu'il faut penser de tout cet échafaudage politique... On a appris enfin que la véritable primatie, la seule utile et raisonnable, est d'être maître chez soi et de n'avoir jamais la ridicule prétention de l'être chez les autres. On a appris, un peu tard sans doute, que, pour les États comme pour les individus, la richesse réelle consiste, non à acquérir ou envahir les domaines d'autrui, mais à faire valoir les siens... »

De même, depuis de longues années, depuis le temps de Vergennes, il conçoit toute une politique française fondée sur une alliance de la France et de l'Angleterre. Mirabeau, qu'il a pris pour confident et qui est en mission à Berlin, trouve l'idée lumineuse, géniale, quoi qu'en puissent penser les routiniers de la diplomatie officielle : « Il n'y a qu'un projet assez vaste pour tout concilier, pour tout terminer : c'est le vôtre, qui, faisant disparaître, non pas les rivalités de commerce, mais les inimitiés absurdes et sanglantes qu'elles font naître, confierait aux soins de la France et de l'Angleterre la paix et la liberté des deux mondes.

De même enfin pour l'Autriche : Talleyrand la conçoit comme un élément nécessaire du régime solide et permanent qu'il importe de fonder en Europe. Nous avons donc intérêt à ménager le cabinet de Vienne et à nous le concilier : pour un résultat si précieux, ce ne serait pas trop de sacrifier la Lombardie. En tout cas, l'inimitié simultanée de l'Autriche et de l'Angleterre expose la France à de nouvelles coalitions, à d'interminables guerres.

Mais le traité de Lunéville, en reconstituant la République cisalpine, laisse l'Autriche hostile et frémissante. Quant à la paix d'Amiens, ce n'est qu'un armistice diplomatique, un décor de parade, à l'abri duquel la rivalité de la France et de l'Angleterre se fortifie pour une explosion prochaine.

D'ailleurs, est-il possible encore d'arrêter Napoléon dans l'orbite démesuré que son imagination dessine devant lui? Une force fatale, dont il a conscience, l'entraîne déjà aux aventures gigantesques : « Je n'ai jamais été mon maître, dit-il dès ce temps-là; j'ai toujours été gouverné par les circonstances. »

Malgré l'insuccès persistant de ses efforts modérateurs, Talleyrand essaie une fois encore de ramener la politique impériale aux sages traditions de l'ancienne monarchie. On est à la fin d'octobre 1805; l'armée française court de victoire en victoire : Ulm vient de capituler, les dernières défenses de l'Autriche tombent l'une après l'autre, Vienne va bientôt ouvrir ses portes au vainqueur. C'est l'instant que Talleyrand choisit pour faire parvenir à Napoléon un suprême conseil de sagesse ; il lui écrit, de Strasbourg : « Dans l'éloignement où je suis de Votre Majesté, ma plus douce ou plutôt mon unique consolation est de me rapprocher d'Elle, autant qu'il est en moi, par le souvenir et la prévoyance... » Et il lui envoie un long programme pour la paix future. La base de tout son système est qu'il ne faut pas « abattre et prosterner l'Autriche plus qu'il ne convient aux intérêts de l'Europe elle-même. » Si on lui impose des sacrifices trop durs, « elle pourra céder pour un temps à la nécessité ; » mais elle n'attendra que l'occasion d'une revanche et ne songera qu'à renouer contre la France une nouvelle coalition. « Dès lors, les paix ne seront plus que des trêves et l'effusion du sang humain ne sera jamais que suspendue. » Si, au contraire, nous tendons à l'Autriche une main généreuse, nous en faisons le principal appui de notre politique en Europe; nous la séparons de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie; par elle, nous désarmons tous nos ennemis; nous neutralisons tout le continent : « Ainsi aura été complètement résolu le problème de la paix la plus durable que la raison permette d'espérer. »

Au lendemain d'Austerlitz, Talleyrand a le courage de reprendre son thème : « Il nous serait facile de détruire la monarchie des Habsbourg; fortifions-la, au contraire, et même, sous le couvert d'une alliance, faisons-lui une large place dans le système français; car l'Autriche est indispensable au salut futur des nations civilisées. »

Mais Napoléon reste sourd à ce judicieux conseil, qui semble résumer plusieurs siècles d'expérience diplomatique. Et le traité de Presbourg, comme ceux de Lunéville et d'Amiens, n'est manifestement qu'un armistice.

Après Tilsitt, Talleyrand ne conserve plus d'illusions sur la stabilité de l'édifice impérial. C'est la funèbre bataille d'Eylau qui a éveillé ses premières inquiétudes. Ce jour-là, il a eu comme la prévision de 1812; toutes les conséquences possibles d'un désastre lui sont apparues et il s'est demandé : « Si l'Empereur avait été tué, qu'aurions-nous fait?... Que ferions-nous, s'il était tué demain? »

La deuxième phase de sa carrière napoléonienne, la phase de trahison, va commencer.

Le 9 août 1807, sous un prétexte de santé, il résigne le portefeuille des Relations extérieures. Napoléon, qui entend néanmoins le garder à son service, - ne serait-ce que pour le surveiller, - lui confie la haute dignité de vice-grand-électeur. Ce n'est qu'une opulente sinécure. Mais, comme il continue de remplir son office de grand-chambellan, il reste un des plus importants personnages de l'Empire. On sait, d'ailleurs, qu'il est souvent appelé en consultation aux Tuileries et que son médiocre successeur, Champagny, s'attire quotidiennement les algarades ou les moqueries du maître. Son prestige demeure donc intact à la cour et devant le public. Les ambassadeurs accrédités à Paris lui prodiguent les égards, recherchent ses entretiens, recueillent ses moindres mots, le considèrent enfin comme le ministre in partibus des Affaires étrangères. Il a ainsi tous les avantages du pouvoir sans les responsabilités.

Mais bientôt ce ne sont plus seulement les chimères de Tilsitt qui l'induisent à prendre ses sûretés pour l'avenir : c'est encore l'expédition d'Espagne.

Il tient d'autant plus à se garer de ce côté que, s'il n'a jamais approuvé les desseins machiavéliques de l'Empereur, il est pour beaucoup dans leur genèse, ayant commis plusieurs fois l'imprudence de laisser tomber dans l'oreille de Napoléon des phrases comme celle-ci : « Depuis Louis XIV, la couronne d'Espagne n'a pas cessé d'appartenir à la famille qui régnait en France et l'établissement de Philippe V a seul assuré la prépondérance française en Europe. » Un jour même, « poussé à bout par les argumentations artificieuses de Napoléon, » il lui a conseillé de faire occuper la Catalogne jusqu'à la conclusion de la paix avec l'Angleterre.

Il n'a donc pas lieu d'être surpris quand le guet-apens de Bayonne lui vaut l'humiliante mission de garder les Infants d'Espagne captifs dans son château de Valençay. En lui traçant ses devoirs de geôlier, l'Empereur lui a ordonné de « faire tout son possible pour amuser les princes; » il a même spécifié cyniquement que, « si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient. »

Talleyrand affecte de ne pas sentir l'outrage et déploie toutes ses qualités de grand seigneur pour héberger les Infants. Le magnifique château de Philibert Delorme prend un air de fête, comme au temps de la Renaissance ; la livrée porte les couleurs d'Espagne; le châtelain varie de son mieux les distractions des captifs ; il leur procure, outre « les douceurs quotidiennes de la prière en commun,» les plaisirs de l'équitation, de la chasse, de la danse, et tous les « amusements » prescrits par l'Empereur.

Quelque attention qu'il applique à ces soins, Talleyrand promène encore d'autres pensées sous les ombrages séculaires de Valençay.

C'est à cette date précise de mai 1808, qu'on saisit les premiers symptômes de sa collusion avec l'étranger. Parmi les ambassadeurs accrédités à Paris, deux surtout semblent déjà en rapports intimes, sinon même en connivence avec lui : le comte Tolstoï et le comte de Metternich.

Dans une lettre en date du 17 mai, l'ambassadeur du Tsar définit exactement la position équivoque et significative qu'a prise l'ancien ministre des Relations extérieures : « Depuis le retour de Tilsitt, M. de Talleyrand évite toutes les vues de Napoléon qui tendent à troubler la paix de l'Europe. Mais ce mécontentement n'éclate que dans son intérieur et vis à vis de ses amis, sans pouvoir jamais produire aucun autre effet. Il n'a point assez d'influence pour faire revenir l'Empereur de ses projets; il a trop d'ambition et pas assez de caractère pour se refuser à en être l'instrument toutes les fois qu'on l'exige. »

Dans les dépêches du comte de Metternich à son gouvernement, on trouve la même note. Il affirme que, dès la campagne de 1805, Talleyrand a conçu le plan de s'opposer aux projets destructeurs de Napoléon; » il constate que son influence est presque nulle quand elle s'exerce directement sur l'Empereur; mais il la croit « puissante, » par son action journalière et détournée.

C'est dans ces conditions que, au mois de septembre 1808, Napoléon ordonne à Talleyrand de l'accompagner à Erfurth, pour diriger les transactions importantes qui vont s'ouvrir. Il lui confie d'abord que, dans le cours de ces derniers mois, il a négocié avec son cher allié de Tilsitt le démembrement de la Turquie, le partage de l'Orient, la marche sur l'Euphrate et les Indes : « Parce que jadis Alexandre et Tamerlan n'ont pas réussi dans cette entreprise, ce n'est pas une raison pour y échouer aujourd'hui; il s'agit simplement de faire mieux qu'Alexandre et Tamerlan.» Mais avant de régler ces grandes choses, Napoléon a besoin de liquider ses affaires en Espagne. Pour qu'il ait sa pleine liberté d'action au delà des Pyrénées, il faut que la Russie s'engage à contenir l'Autriche. Quant au problème oriental, on essaiera d'éluder toute solution ferme ; si le Tsar est trop pressant, on lui abandonnera dès aujourd'hui les Principautés danubiennes.

Aussitôt arrivé à Erfurth, Talleyrand se met en frais de grâces et de coquetteries pour l'autocrate russe. Dans l'intervalle des festivités officielles, ils ont de multiples entretiens. C'est particulièrement le soir, chez la princesse de Tour et Taxis qu'ils peuvent s'épancher en toute liberté, à l'abri des regards indiscrets. Se souvenant plus tard de ces confiantes causeries, Talleyrand dira : « Tout l'art dont je croyais avoir besoin me fut inutile avec l'empereur Alexandre. Au premier mot, il me comprit, et il me comprit précisément comme je voulais l'être.»

Talleyrand obtient même une marque tangible de leur mutuelle compréhension. Alexandre lui promet, pour son neveu, Edmond de Périgord, la main de la jeune princesse Dorothée de Courlande, qui est la plus riche héritière d'Allemagne et de Russie. On prétend, il est vrai, que la jeune fille est déjà secrètement accordée au prince Czartoryski et qu'elle l'aime de tout son cœur. Mais qu'importe ? La mère, duchesse de Courlande,

n'est-elle pas sujette russe et ne doit-elle pas à la munificence du Tsar son immense douaire? L'autocrate n'a qu'un mot à dire : Edmond de Périgord épousera la princesse Dorothee.

Sur quels objets, Alexandre et Talleyrand se sont-ils si parfaitement compris? Un mémoire secret, que Metternich adresse, le 4 décembre, à l'empereur François, va nous les révéler : « Ce voyage d'Erfurth, entrepris dans la vue explicite d'entraîner l'empereur de Russie à des mesures actives contre nous (voeu assez naturel de la part de Napoléon dans un moment où une partie de son armée était occupée au pied des Pyrénées et où il désirait vouer à la conquête de l'Espagne le reste de ses troupes), offrit un point de vue très différent à M. de Talleyrand. Cet homme retors se fit nommer du voyage... Dès le premier jour de son arrivée chez l'empereur Alexandre, il lui dit ces paroles mémorables : Sire, que venez-vous faire ici? C'est à vous de sauver l'Europe et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé; son souverain ne l'est pas : le souverain de la Russie est civilisé; son peuple ne l'est pas.

C'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français. Le résultat des conférences, que m'annonça M. de Talleyrand dès son retour à Paris, se résumait dans sa conviction que, depuis la bataille d'Austerlitz, les rapports d'Alexandre avec l'Autriche n'ont point été plus favorables. Il ne dépendra que de vous, me dit-il, de renouer avec la Russie des relations aussi intimes qu'autrefois. C'est cette réunion seule qui peut sauver les restes de l'indépendance de l'Europe... » Et Metternich conclut ainsi : « Nous sommes donc enfin arrivés à une époque où des alliés semblent s'offrir à nous, dans l'intérieur même de l'Empire français. »

Cependant, toujours fasciné par son rêve et se croyant désormais assuré de la Russie contre l'Autriche, Napoléon n'a fait qu'un bond d'Erfurth en Espagne, où la situation de ses armées est grave. Il la rétablit aussitôt, par des prodiges de hardiesse et d'activité. Vainqueur à Burgos, à Espinosa, à Tudela, à Somosierra, il entre à Madrid le 4 décembre. Les Anglais accourent alors du Portugal au soutien de l'insurrection espagnole. Il les repousse, l'épée dans les reins, vers la Galice, vers la Corogne. Mais soudain il s'arrête dans leur poursuite, qu'il abandonne à ses maréchaux. Et, d'une traite, brûlant toutes les étapes, il revient à Paris, où il arrive le 23 janvier.

C'est que, un soir, au bivouac, près d'Astorga, il a reçu de France des nouvelles inquiétantes sur les préparatifs militaires de l'Autriche. Un rapport de police lui signale autre chose encore : Talleyrand et Fouché, qui depuis tant d'années ne se parlaient plus, viennent de se réconcilier; ils affectent même une cordiale entente. Napoléon ne sait pas, ne peut pas savoir que Talleyrand est en pleine trahison, qu'il a poussé l'infamie jusqu'à conseiller au Gouvernement autrichien de brusquer l'offensive, afin de ne pas se laisser prévenir par l'armée française. Mais, du fond de la Castille, à la tremblante clarté de son bivouac., il a percé toute la grande intrigue obscure qui se trame contre lui, entre son dignitaire félon et la cour de Vienne.

Aussi, dès son retour, le 28 janvier, à l'issue d'un conseil, il écrase Talleyrand de sa colère et de son mépris. On connaît la foudroyante apostrophe : « Vous êtes un voleur, un lâche, un homme sans foi ; vous ne croyez pas en Dieu; vous avez, toute votre vie, manqué à tous vos devoirs; vous avez trahi tout le monde; il n'y a pour vous rien de sacré ; vous vendriez votre père !... Aujourd'hui, parce que vous supposez que mes affaires en Espagne vont mal, vous avez l'impudence de dire à qui veut l'entendre que vous avez toujours blâmé mon entreprise sur ce royaume, tandis que c'est vous qui m'en avez donné la première idée, qui m'y avez persévérément poussé... Vous mériteriez que je vous brisasse comme un verre ; mais je vous méprise trop pour en prendre la peine... »

Talleyrand reçoit l'orage, avec un flegme imperturbable. Tout au plus, en sortant des Tuileries, l'éminent comédien détendra-t-il sa grimace hautaine pour murmurer ce regret « Quel dommage qu'un aussi grand homme ait été aussi mal élevé ! » Le maréchal Lannes, qui l'avait déjà vu en pareille posture, avait dit de lui, dans sa verve soldatesque : « Si, pendant que M. de Talleyrand vous parle, son derrière venait à recevoir un coup de pied, son visage ne bougerait pas.»

Les témoins de la terrible apostrophe s'attendent naturellement à ce que Talleyrand soit, pour le moins, chassé de la cour, exilé de Paris, enfermé à Vincennes ; mais Napoléon, qui semble craindre de rompre tout à fait avec un homme si dangereux, se borne à lui retirer son office de grand-chambellan. Il continuera même à l'appeler, de temps à autre, pour le consulter.

Aucune position ne pouvait être plus agréable à Talleyrand, plus propice à son travail clandestin; il l'avoue dans ses Mémoires : « En ne prenant plus part à rien de ce que faisait Napoléon, je restais toutefois assez au courant des affaires pour pouvoir bien juger la situation générale, calculer quelle devait être l'époque et la véritable nature de la catastrophe qui paraissait inévitable... Mais je devais, en même temps, donner à ma manière de vivre un air d'indifférence et d'inaction qui n'offrit pas la moindre prise aux soupçons continuels de Napoléon. »

Sous ces dehors indolents, il entretient une correspondance avec l'empereur Alexandre, par l'entremise du premier secrétaire de l'ambassade russe à Paris, le comte de Nesselrode, le futur chancelier. C'est ainsi que, dès le mois de décembre 1810, le Tsar est informé d'un plan de campagne que Napoléon fait préparer contre la Russie. C'est par cette voie également que, le 31 mars 1811, il reçoit le conseil de « faire le plus tôt possible sa paix avec la Turquie, afin de se rendre fort, car le dénouement approche ; » on lui indique même la date probable de ce dénouement, « le 1er avril 1812. » Or, c'est le 9 mai 1812, que Napoléon quittera Saint-Cloud pour aller prendre le commandement de ses forces déjà réunies sur la Vistule, et c'est le 21 juin que la Grande-Armée franchira le Niémen. Alexandre ne pouvait être mieux renseigné. D'ailleurs, cela ne lui a pas coûté cher : quelques centaines de mille francs versés, au nom de Nesselrode, chez le banquier Perrégaux et quelques « licences de commerce » permettant d'introduire des marchandises anglaises dans les ports russes, malgré le Blocus continental.

Quand les destins sont accomplis, quand l'apothéose que Napoléon allait chercher à Moscou s'est transformée en catastrophe, quand la lecture du XXIXe bulletin plonge la France entière dans la douleur et la stupéfaction, Talleyrand, toujours impassible, laisse tomber de ses lèvres narquoises la parole fatidique : « C'est le commencement de la fin. »

Cette « fin, » qu'il prévoit depuis si longtemps et dont il est un peu complice, il entend bien qu'elle lui profite. Mais que faire? Quel parti prendre?... Talleyrand ne sait à quelle résolution s'arrêter; il hésite entre l'avènement du roi de Rome, sous la régence de Marie-Louise, et un changement de dynastie avec Joseph, Murat, Bernadotte ou le Duc d'Orléans. L'idée de rétablir les Bourbons sur le trône de France ne s'offre pas encore à son esprit.

C'est que, en général, si intelligent qu'il fût, Talleyrand n'avait pas beaucoup d'idées; mais il excellait à recueillir celles d'autrui, à les happer au passage, à en apercevoir subitement la justesse ou l'opportunité, à se les assimiler ensuite, à les frapper de sa marque et à les exploiter.

Aussi n'envisage-t-il le retour possible des Bourbons qu'à la dernière minute, sous l'inspiration fortuite d'une aventurière charmante, Aimée de Coigny, duchesse de Fleury, la Jeune Captive d'André Chénier, actuellement la maîtresse du comte Bruno de Boisgelin, agent des princes exilés.

Mais alors, du premier coup d'oeil, il discerne tous les avantages qu'une restauration de l'ancienne monarchie peut offrir pour arrêter la France au bord de l'abîme et préparer son relèvement. Il les a, d'ailleurs, énumérés lui-même, dans cette belle langue concise et limpide qu'il avait puisée aux meilleures sources du XVIIIe siècle : « La maison de Bourbon, seule, pouvait voiler aux yeux de la nation française, si jalouse de sa gloire militaire, l'empreinte des revers qui venaient de frapper son drapeau. La maison de Bourbon, seule, pouvait éloigner les armées étrangères qui couvraient son sol. La maison de Bourbon, seule, pouvait noblement faire reprendre à la France les heureuses proportions indiquées par la politique et la nature. Avec la maison de Bourbon, la France cessait d'être gigantesque pour redevenir grande. »

A cette date, commence pour lui la période la plus éclatante de sa longue carrière, celle qui l'honore le plus devant l'histoire. C'est lui qui assume la rude tâche de négocier la paix avec les coalisés vainqueurs.

Le traité du 30 mai 1814, qui ramène la France à ses limites anciennes, inflige une cruelle blessure au sentiment national; mais tout ce qu'il était possible de sauver dans ce douloureux naufrage a été sauvé. Talleyrand n'a pas surfait son mérite, lorsqu'il écrit dans ses Mémoires : « Pour juger impartialement les transactions faites à cette époque, il faut bien se représenter ce qu'était la France et à quel état les fautes de Napoléon l'avaient réduite. Épuisée d'hommes, d'argent, de ressources; envahie sur toutes ses frontières à la fois, aux Pyrénées, aux Alpes, au Rhin, en Belgique, par des armées innombrables, composées non de soldats mercenaires, mais de peuples entiers animés par l'esprit de haine et de vengeance.

Depuis vingt ans, ces peuples avaient vu leurs territoires occupés, ravagés par les armées françaises; ils avaient été rançonnés de toutes les façons; leurs gouvernements insultés, traités avec le plus profond mépris; il n'était sorte d'outrage qu'ils n'eussent à venger. Quel moyen la France avait-elle de leur résister?... C'est sous l'empire de telles circonstances que le plénipotentiaire français devait négocier avec les coalisés et dans la capitale même de la France. J'ai bien le droit de rappeler avec orgueil les conditions obtenues par moi, quelque douloureuses et humiliantes qu'elles aient été. »

Maintenant, le voici au congrès de Vienne.

Louis XVIII l'a investi de toute sa confiance, lui a donné les pouvoirs les plus étendus pour défendre, à l'encontre de quatre Puissances victorieuses, la cause de la grandeur, de l'indépendance et de la dignité

nationales. Jamais une mission plus redoutable, jamais une responsabilité plus émouvante n'ont incombé à un ambassadeur. Mais jamais non plus on n'a mieux vu tout ce que peut l'ascendant personnel d'un négociateur dans une conférence diplomatique.

Dès son arrivée à Vienne, avant même que le congrès ne soit ouvert officiellement, Talleyrand est obligé de parler haut. Les quatre Puissances, affectant d'être toujours coalisées, malgré la signature de la paix, ont en effet résolu de tenir des conciliabules à huis-clos, où elles régleront, en dehors de la France, les nouvelles destinées de l'Europe. En quelques mots fermes, le plénipotentiaire français brise la quarantaine morale qu'on prétend lui infliger.

Heureux de ce premier succès, il ne s'avance pas moins avec circonspection sur le terrain, semé de pièges, où ses adversaires le guettent. Il écrit à Louis XVIII, le 29 septembre 1814 : « Je tâche de me renfermer dans une dignité calme qui seule me paraît convenir aux ministres de Votre Majesté, lesquels n'ont que des principes à défendre sans aucun plan d'intérêt personnel à faire prévaloir. »

Parmi les principes qu'il s'applique ainsi à défendre, il en est un qui semble quelque peu imprévu et paradoxal dans sa bouche à lui, le prêtre apostat, l'évêque marié, le déserteur de sa caste, le complice du 18 fructidor et du 18 brumaire, le serviteur de tant de régimes créés par la violence et l'usurpation, - c'est « le principe de la légitimité. »

De cette formule qu'il a trouvée dans un ancien manifeste de Louis XVIII, il fait le thème fondamental de ses plaidoyers. Puisque la force matérielle lui manque pour résister aux convoitises de nos ennemis conjurés, il se couvrira d'une force morale. A tout propos, il invoque « le droit public; » il veut même que le congrès institue en Europe un ordre nouveau et transcendant, « afin que tout droit légitime soit désormais sacré. » Par l'autoritaire assurance de son langage, il élève l'expédient politique à la hauteur d'un dogme. Dans ce rôle inattendu, il est merveilleux de solennité, d'impertinence et d'à-propos. Un jour, le plénipotentiaire de Prusse, Hardenberg, agacé de l'entendre objecter sans cesse le droit public, s'emporte contre lui, frappe du poing la table et s'écrie : « Mais que fait ici le droit public? » - « Il fait que vous y êtes, » répond l'autre.

Peu à peu, le représentant de la France abattue devient un des membres les plus écoutés, les plus influents du congrès. Bientôt même, il passe à l'offensive. Et, profitant de la discorde qu'il croit sentir entre les coalisés, il conclut secrètement une alliance avec l'Angleterre et l'Autriche. De ce jour, 3 janvier 1815, la coalition, qui s'est nouée contre Napoléon en 1813, est coupée en deux au profit de la France.

On a souvent reproché à Talleyrand de n'avoir pas laissé la Prusse satisfaire ses appétits au détriment de la Saxe pour lui refuser les provinces rhénanes et la tenir éloignée de nos frontières. Mais d'abord, si pénétrante que fût sa perspicacité, on ne pouvait lui demander de prévoir les fautes accumulées par le second Empire en 1859, en 1866, en 1870. Et puis, s'il eût consenti à la spoliation de notre vieux et fidèle ami le roi de Saxe, comment eût-il pu s'instituer par ailleurs l'avocat de la légitimité? Enfin, surtout, à défaut de ce principe moral, quelle arme lui fût restée dans les mains, quand l'événement du 20 mars reforma soudain, contre Napoléon et la France, la coalition de l'Europe ?

Après Waterloo, malgré les services éminents qu'il vient de rendre, il est englobé dans l'exécration furieuse dont les ultra-royalistes poursuivent tous les anciens complices de la Révolution et de l'Empire. Il s'en aperçoit dès sa première rencontre avec Louis XVIII, à Mons. Le Roi, qui voudrait l'éviter, fait avancer précipitamment sa berline; mais Talleyrand a déjà pénétré sous la porte cochère ; le monarque est donc obligé de le recevoir. Chateaubriand, qui fut témoin de l'audience, nous l'a esquissée avec une verve mordante et une jubilation mauvaise. A peine Talleyrand s'est-il incliné, que le Roi, prenant son plus fin sourire, lui dit : « Eh quoi ! prince de Bénévent, vous nous quittez? Les eaux vous feront du bien, vous nous donnerez de vos nouvelles. » Là-dessus, Louis XVIII se fait reconduire à sa berline et part, laissant le prince « ébahi et bavant de colère. » Puis, à quelques jours de là, c'est l'inoubliable scène de Saint-Denis, « la vision infernale » de Talleyrand et de Fouché, « le vice appuyé sur le bras du crime.»

Talleyrand ne tarde plus à reconnaître qu'il a perdu tout crédit à la cour et qu'il fera bien de se retirer vite, s'il veut s'épargner l'affront d'une disgrâce éclatante.

Les exigences nouvelles que les coalisés ont notifiées au Gouvernement français, leur prétention de reviser comme trop indulgentes les clauses qu'ils ont consenties en 1814, leur volonté implacable d'abaisser la France et de démembrer ses frontières, offrent à Talleyrand le prétexte dont il a besoin pour renoncer à la direction des Affaires étrangères : il ne veut pas, dit-il, annuler par sa propre signature les résultats heureux qu'il a obtenus à Vienne. Il motivera donc sa démission, aux yeux du public, par la révolte de son patriotisme et il pourra écrire plus tard : « Les conditions humiliantes posées en 1815 décidèrent ma retraite. »

Pendant toute la Restauration, il est tenu à l'écart des affaires publiques, universellement déconsidéré, honni et stigmatisé.

Après quinze années de disgrâce et d'inaction, il reparaît soudain sur le devant de la scène politique. La monarchie de Juillet, issue des barricades, est accueillie par les Puissances conservatrices avec une méfiance qui tourne vite à l'hostilité; car les effets de la révolution parisienne n'ont pas tardé à se faire sentir au dehors. En quelques jours, tout l'ordre européen est menacé. Comme s'enflamme une traînée de poudre, des insurrections éclatent coup sur coup en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Pologne.

Aussi, dès son avènement, Louis-Philippe éprouve le besoin de consulter le grand expert diplomatique. Talleyrand est donc appelé au Palais-Royal. Les impressions qu'ils échangent sont inquiétantes. La France ne va-t-elle pas voir se dresser de nouveau contre elle la coalition de l'Europe? L'horizon qui nous entoure est d'un si mauvais augure ! Mais Talleyrand n'hésite pas une minute sur l'orientation à prendre. C'est à Londres que le Gouvernement français doit aller chercher le pivot de sa politique extérieure. Par ses institutions actuelles et ses révolutions passées, l'Angleterre est, de toutes les Puissances, la moins éloignée de nous, la plus facile à nous concilier. Il faut y envoyer d'urgence un ambassadeur expérimenté, ayant crédit en Europe. Sur cet avis judicieux, Louis-Philippe offre aussitôt l'ambassade à Talleyrand. Il l'accepte.

Malgré ses soixante-seize ans, il se presse de partir. Le 25 septembre, il arrive à Londres. Sa nièce, la comtesse Edmond de Périgord, devenue la duchesse de Dino, l'accompagne pour faire les honneurs de l'ambassade.

Le thème de ses premières conversations avec les ministres britanniques est habilement choisi. La révolution de 1830, dit-il, n'est que la répétition de celle qui, en 1688, a doté le peuple anglais du gouvernement libre et qui a fondé sa glorieuse prospérité ; la nouvelle dynastie française débute comme la maison de Hanovre. Il en conclut que l'alliance des deux monarchies libérales doit faire contrepoids désormais à la coalition des vieilles monarchies continentales, qui se prétendent les seules gardiennes de l'ordre européen.

Il tient le même langage dans les salons, avec cette liberté d'allure, cette élégance de parole et ce grand air, où il excelle. D'ailleurs, en développant ces idées, il revient à son rêve de jeunesse, à cette alliance franco-anglaise dont il entretenait Mirabeau.

La création de la Belgique lui offre bientôt l'occasion d'exécuter son dessein. Une conférence s'ouvre à Londres; cinq Puissances y participent. Les discussions commencent mal, se prolongent, s'enveniment; un jour même, la guerre générale paraît inévitable. Mais, peu à peu, l'accord des Gouvernements français et britannique l'emporte sur les combinaisons des cabinets réactionnaires. La question belge est enfin résolue. Par le traité du 15 novembre 1831, un État neutre et inoffensif est substitué à ce royaume des Pays-Bas qui, en 1814, avait été fondé contre la France. Le pacte solennel qui garantit la neutralité de la Belgique semble devoir sauvegarder indestructiblement notre frontière septentrionale.

Ainsi, en quelques mois, par l'ingénieuse habileté de son ambassadeur à Londres, la monarchie de Juillet a obtenu « le droit de cité en Europe. » Nulle part, il n'est plus question de se coaliser contre elle. Si, à Vienne et à Saint-Pétersbourg, on persiste à se méfier d'elle, du moins on la respecte et on l'écoute.

Secondé par la duchesse de Dino, Talleyrand donne alors à son ambassade un incomparable éclat. Il jouit, dans l'aristocratie anglaise, d'un prestige exceptionnel. Ses réceptions, ses fêtes sont les plus recherchées de toutes. Il a su conquérir jusqu'aux bonnes grâces de la fameuse ambassadrice russe, la hautaine et mordante princesse de Liéven. Ils rivalisent d'esprit, de scepticisme et d'ironie. Elle écrit un jour à son frère, le comte Benckendorff, chef de la police impériale : « M. de Talleyrand ne cesse de dire : Les vieux gouvernements! Ce sont les seuls où il y a repos et bonheur pour les individus... Vous ne sauriez croire tout ce que l'on rencontre de bonnes et saines doctrines dans ce disciple de toutes les formes de gouvernement, dans ce roué politique, dans cette personnification de tous les vices. Nous sommes, lui et moi, sur le meilleur pied possible ; mais c'est un grand coquin. »

Vers l'automne de 1834, le « grand coquin » ressent péniblement les fatigues de l'âge. Puis, les whigs, qui ont pris le pouvoir, inaugurent avec lord Palmerston une politique d'égoïsme national et d'exclusivisme utilitaire, qui va gêner singulièrement les rapports franco-anglais. Enfin, il est triste et il pense à la mort. Il se résout donc à quitter son ambassade. La lettre, par laquelle il prie le ministre des Affaires étrangères d'offrir sa démission au Roi, est un beau document d'histoire politique et de psychologie intime

« Monsieur le ministre,

« Lorsque la confiance du Roi m'appela, il y a quatre ans, à l'ambassade de Londres, la difficulté même de la mission me fit obéir. Je crois l'avoir accomplie utilement pour la France et pour le Roi, deux intérêts toujours présents à mon esprit, étroitement confondus dans ma pensée. Pendant ces quatre années, la paix générale maintenue a permis à toutes nos relations de se simplifier; notre politique, d'isolée qu'elle était, s'est mêlée à celle des autres nations; elle a été acceptée, appréciée, honorée par les honnêtes gens et par les bons esprits de tous les pays. C'est assurément à la haute sagesse du Roi, à sa grande habileté, qu'il faut attribuer des résultats aussi satisfaisants. Je ne réclame pour moi-même d'autre mérite que celui d'avoir deviné avant tous la pensée profonde du Roi et de l'avoir annoncée à ceux qui, depuis, se sont convaincus de la vérité de mes paroles. Mais, aujourd'hui que les plus grandes difficultés sont surmontées; aujourd'hui que l'Angleterre a peut-être un besoin égal au nôtre de notre alliance mutuelle, je crois pouvoir, sans manquer de dévouement au Roi et à la France, supplier respectueusement Sa Majesté d'accepter ma démission. Mon grand âge, les infirmités qui en sont la suite naturelle, le repos qu'il conseille, les pensées qu'il suggère, rendent ma démarche bien simple, ne la justifient que trop et en font même un devoir. Je me confie à l'équitable bonté du Roi pour en juger ainsi. »

« Mon grand âge... les pensées qu'il suggère. » Ces derniers mots en disent long.

Relevé de son ambassade, Talleyrand se confine dans la retraite. Il réside le moins possible à l'hôtel de la rue Saint-Florentin; il s'attache de plus en plus à son domaine de Valençay. Mme de Dino et sa fillette Pauline, qu'il couvre d'une paternelle tendresse, ne le quittent pas.

Il est triste continuellement. A quoi songe-t-il?... Pendant les soirées lugubres de Valençay, Mme de Dino essaie en vain de le distraire et de l'animer.

Se souvenant plus tard de cette époque, elle dira : « M. de Talleyrand ne se résignait pas à vieillir. La mort des amis de sa jeunesse était pour lui comme un glas. Sans cesse, je le voyais morne et découragé. Les soirées à la campagne étaient particulièrement pénibles ; je ne parvenais pas à l'arracher à ses pensées sombres. »

Peu à peu, un étrange recueillement s'opère en lui; on dirait presque un éveil de la conscience morale. Dans son for intérieur, il évoque toute sa vie. Et il la juge !... Le 2 février 1837, l'anniversaire de sa naissance lui inspire cette confession tragique : « Voilà quatre-vingt-trois ans de passés ! Je ne sais si je suis satisfait quand je récapitule comment tant d'années se sont écoulées, comment je les ai remplies. Que d'agitations inutiles ! Que de tentatives infructueuses!

Que de complications fâcheuses, d'émotions exagérées, de forces usées, de dons gaspillés, d'équilibre perdu, d'illusions détruites, de goûts épuisés ! Quel résultat enfin? Celui d'une fatigue morale et physique, d'un découragement complet pour l'avenir et d'un profond dégoût du passé. Il y a une foule de gens qui ont le don ou l'insuffisance de ne jamais prendre connaissance d'eux-mêmes. Je n'ai que trop le malheur ou la supériorité contraire; elle augmente avec le sérieux que les années donnent. »

Cette détresse intime, cette constante amertume de l'esprit et du cœur, explique sans doute l'accent testamentaire de ses dernières paroles publiques, - l'Éloge du comte Reinhard, qu'il prononce, le 3 mars 1838, devant l'Académie des sciences morales et politiques.

Ce jour-là, vive animation au Palais Mazarin. La salle est comble : l'élite de la société parisienne s'y est donné rendez-vous. Quand l'huissier annonce « le Prince ! » tous les assistants se lèvent et acclament.

Talleyrand commence alors un discours, élégant et sobre, où il retrace la carrière du comte Reinhard, personnage effacé qui fut jadis son collaborateur au ministère des Relations extérieures. Et il en profite pour dissertar, avec l'aisance d'un grand seigneur philosophe, sur les conditions générales de la diplomatie. L'auditoire éprouve, un instant, quelque surprise à l'entendre célébrer l'excellence des études théologiques pour former, chez le futur diplomate, l'esprit de finesse et d'argumentation. Le sens caché de ces paroles est bientôt saisi : on y voit un rappel discret de son passage au séminaire, un hommage de gratitude à ses anciens maîtres de Saint-Sulpice. Des murmures flatteurs parcourent l'assemblée. Cependant voici déjà la péroraison, car le goût parfait de l'orateur lui interdit les développements superflus.

Élevant un peu le ton, il dessine le portrait en pied, le portrait idéal du ministre des Affaires étrangères ; c'est sa propre image qu'il lègue à la postérité : « Il faut, dit-il, qu'un ministre des Affaires étrangères soit doué d'une sorte d'instinct qui, l'avertissant promptement, l'empêche, avant toute discussion, de jamais se compromettre. Il lui faut la faculté de se montrer ouvert en restant impénétrable ; d'être réservé avec les formes de l'abandon ; d'être habile jusque dans le choix de ses distractions ; il faut que sa conversation soit simple, variée, inattendue, toujours naturelle et parfois naïve. Cependant toutes ces qualités, quelque rares qu'elles soient, pourraient n'être pas suffisantes, si la bonne foi ne leur donnait une garantie dont elles ont

presque toujours besoin. Je dois le rappeler ici pour détruire un préjugé assez généralement répandu : non, la diplomatie n'est point une science de ruse et de duplicité. Si la bonne foi est nécessaire quelque part, c'est surtout dans les transactions politiques, car c'est elle qui les rend solides et durables... Dominé par l'honneur et l'intérêt du prince, par l'amour de la liberté fondée sur l'ordre et les droits de tous, un ministre des Affaires étrangères, quand il sait l'être, se trouve ainsi placé dans la plus belle situation à laquelle un esprit élevé puisse prétendre. »

Ce portrait magistral soulève dans l'assistance un orage d'applaudissements. Le superbe comédien se retire, impassible, au milieu des clameurs enthousiastes et des fronts inclinés.

Mais, parmi ceux qui l'écoutaient, plusieurs, le duc de Bassano par exemple, ont dû tressauter au brusque réveil de certains souvenirs, quand il a formulé cet aphorisme : « Non, la diplomatie n'est point une science de ruse et de duplicité. » Si l'on se rappelle ses dépêches au ministre de Bade en 1804 pour justifier l'enlèvement du duc d'Enghien, et ses conseils à Napoléon, en 1807, pour l'induire à détrôner les Bourbons d'Espagne, on admire ce qu'il lui a fallu d'inconscience ou d'audace pour préconiser le respect de la morale et de la bonne foi dans les relations diplomatiques.

Ayant ainsi enterré sa vie politique, il s'occupe de régler une autre affaire, capitale celle-là, et sur laquelle les rares personnes qui ont accès dans son intimité le pressent instamment depuis plusieurs années : sa réconciliation avec l'Église. Mais, jusqu'à présent, il a éludé toute réponse.

Pourtant, quelques jours après la séance à l'Institut, le 27, se sentant plus faible que de coutume, il dit à Mme de Dino « Si je tombais sérieusement malade, je demanderais un prêtre. »

Alors, l'abbé Dupanloup, muni de pleins pouvoirs par l'archevêque de Paris, Mgr de Quélen, s'applique à ramener le pécheur dans la communion de l'Église : oeuvre longue, ardue et qui, plusieurs fois, risque d'échouer. Le coupable endurci consent à expliquer ses erreurs passées, mais non à les désavouer. Le prêtre a grand peine à lui faire admettre « les conditions de la paix que lui fait offrir le Roi tout-puissant et miséricordieux de l'univers. »

C'est en effet comme « une tractation de paix » que Talleyrand conduit toute cette affaire. En lui, le diplomate vit toujours; on dirait qu'il se croit encore à Presbourg ou à Tilsitt. Or, l'axiome de toute négociation diplomatique est d'obtenir le plus en cédant le moins. Aussi, dans cette négociation suprême d'où va dépendre le salut de son âme, recourt-il à toutes les subtilités, à tous les artifices, à tous les échappatoires, qu'il employait si magistralement autrefois. Il épilogue sur chaque phrase du désaveu qu'on lui demande ; il suggère des variantes ; il fait craindre qu'il ne rompe ; il en appelle de l'abbé Dupanloup à Mgr de Quélen ; il propose d'en référer à la cour de Rome.

Enfin le protocole de rétractation est rédigé : il ne manque plus que la signature. Mais, pour un diplomate, tout se résume dans la signature. Jusque-là, rien n'est perdu ; on peut se dégager encore. Il faut donc retarder jusqu'à l'extrême limite cette formalité qui crée l'irréparable.

Le 15 mai, l'abbé Dupanloup lui remet « les formules définitives. » Il y a urgence à signer; car, depuis deux jours, le vieillard souffre de suffocations terribles : en outre, on a dû l'opérer d'un ulcère dans la région des reins. Il prie l'abbé de lui relire le texte concerté. La lecture achevée : « Je suis très satisfait de ce papier, » dit-il. Et il le met dans sa poche, sans l'avoir signé. Puis, n'ayant rien abdiqué encore de ses habitudes mondaines, il reçoit quelques visiteurs, dont le duc de Noailles qui est stupéfait de l'entendre citer des vers de Joachim du Bellay sur la longueur des insomnies douloureuses et, l'instant d'après, se divertir à comparer entre eux les grands vins de France.

Le lendemain, 16 mai, son état s'aggrave brusquement. Les crises de suffocation se répètent d'heure en heure. Dans l'intervalle, le malade respire à peine. Deux fois, l'abbé Dupanloup le supplie de signer sa rétractation. Placide et ferme, il répond « Nous terminerons plus tard. » Mme de Dino se résout à une démarche personnelle. Même réponse.

La nuit vient. Talleyrand n'est déjà plus qu'un moribond. Nouvelle instance du prêtre. Toujours la même réponse. Alors, on fait intervenir sa petite-nièce, la jeune Pauline, qu'il aime paternellement ; elle lui demande : « Quand signerez-vous, bon oncle? - Demain matin, entre cinq et six heures. - Demain?... - Oui, demain, entre cinq et six heures. » La nuit s'achève en de continuelles alertes; le malade épuisé ne cesse de gémir. Vers l'aube, il ouvre les yeux et s'informe de l'heure. L'abbé Dupanloup, qui ne le quitte plus, répond « Prince, il est cinq heures. - Bien. » Et il referme les yeux. Six heures sonnent. Pauline s'approche du lit : « Bon oncle, il est six heures. Voulez-vous que je vous présente ces papiers que vous avez promis de signer? - Oui, » dit-il enfin. Mme de Dino s'empresse de lui lire une dernière fois sa rétractation. Il fait quelques

observations de détail, puis, très calme, il signe : Charles-Maurice, prince de Talleyrand. Après cet effort, il tombe dans une prostration léthargique.

Cependant Louis-Philippe se fait annoncer rue Saint-Florentin. L'entrevue est courte. Le Roi, très ému, ne trouve rien à dire. Mais Talleyrand, soudain ranimé au sentiment des hautes convenances humaines, accueille noblement l'auguste visiteur : « Sire, vous venez assister aux dernières minutes d'un mourant. C'est un grand honneur que Votre Majesté fait à cette maison. »

Peu après, il reçoit l'extrême-onction. A trois heures, il expire.

Une vie, mêlée à tant d'événements extraordinaires, si fertile en vicissitudes étonnantes, si pleine de contrastes et de paradoxes, de grandeurs et d'infamies, était faite assurément pour frapper l'imagination des contemporains, surtout quand ils purent la considérer dans son évolution totale, c'est-à-dire vers 1835. Or, à cette époque, l'âme française, encore obsédée par les rêves glorieux de l'épopée napoléonienne, traversait une grande crise. Alfred de Musset nous a éloquemment dépeint « le malaise inexprimable, l'affreuse désespérance, le dégoût morne et silencieux, » où sombra la France quand elle se sentit « veuve de César. » Les inventions littéraires du romantisme lui parurent un dérivatif aux médiocrités monotones de l'ère nouvelle. Mais, si le romantisme consiste essentiellement dans l'exaltation hyperbolique du moi, dans la satisfaction orgueilleuse et démesurée des énergies individuelles, dans le goût superbe des sentiments et des situations extrêmes, on ne peut nier que l'existence de Talleyrand fut, au plus haut point, romantique.

D'abord, par ses instincts, par ses appétits, par ses tendances, par ses réactions émotives, par tout ce qui constitue le dynamisme profond d'un homme, il est absolument original. Il disait un jour de l'honnête La Fayette, qu'il jugeait comme un simple niais : « Dans son désir et ses moyens de se distinguer, il y a quelque chose d'appris. Ce qu'il fait n'a point l'air d'appartenir à sa propre nature ; on croit toujours qu'il suit un conseil. » Chez Talleyrand, tous les actes émanent spontanément de « sa propre nature ; » il ne relève de personne ; il n'appartient qu'à soi-même.

De là vient sa complète amoralité. Si, dans sa conduite publique et privée, il a constamment dédaigné l'opinion ; s'il s'est même complu souvent aux attitudes insoumises et aux bravades scandaleuses, c'est qu'il s'est toujours senti au-dessus des lois communes. Son goût des maximes hautaines lui eût fait approuver la pensée de Nietzsche : « L'homme supérieur se crée à lui-même son échelle des valeurs morales. »

Cette supériorité, dont le sentiment est comme infus dans ses veines, il la tient en grande partie de son atavisme. Il n'oublie jamais qu'il a pour ancêtres les premiers comtes-souverains de Périgord, contemporains d'Hugues Capet. Et c'est avec une intime jouissance qu'il note, dans ses Mémoires, les paroles flatteuses par lesquelles Louis XVIII lui a fait accueil en 1814 : « Monsieur de Talleyrand, nos maisons datent de la même époque ; vos aïeux sont aussi anciens que les miens ; mais les miens furent plus habiles que les vôtres. C'est ce qui fait que je vous dis aujourd'hui : Monsieur de Talleyrand, prenez un siècle. »

De son amoralité, il n'a fourni que trop de preuves ; elle s'est particulièrement affirmée par les scandales de sa vie religieuse, par ses forfaitures et sa vénalité politiques, par les dérèglements de sa vie intime.

Il a expliqué lui-même les scandales de sa vie religieuse : il n'avait pas la vocation du sacerdoce ; il avait reçu les ordres sans la moindre ferveur. Puis, du jour où il s'était démis de son évêché d'Autun, il s'était cru libre. Enfin, sa conscience ne lui avait jamais donné aucun avertissement.

Un jour, peu de temps avant sa mort, il confiait à Mme de Dino les tristes réflexions qui hantaient ses insomnies : « Je repasse dans mon souvenir bien des événements de ma vie. - Vous les expliquez-vous tous ? lui demande-t-elle. - Non, en vérité, il y en a que je ne comprends plus du tout ; d'autres que j'explique et que j'excuse ; mais d'autres aussi que je blâme d'autant plus sévèrement que c'est avec une extrême légèreté que j'ai fait les choses qui, depuis, m'ont été le plus reprochées. Si j'avais agi dans un système, par principe, à la bonne heure, je comprendrais ! Mais non, tout s'est fait sans y regarder, avec l'insouciance de ce temps-là, comme nous faisons à peu près toute chose dans notre jeunesse... » Il n'y a donc eu en lui, quand il est sorti de l'Église, aucune angoisse, aucun déchirement, aucune révolte, aucune brisure. Il est devenu sacrilège, parce qu'il n'avait ni l'esprit d'humilité, ni l'esprit d'obéissance, ni l'esprit de mortification, ni l'esprit de chasteté ; parce qu'il était libertin, ambitieux et léger ; parce que nulle âme n'était moins sacerdotale que la sienne.

Conséquemment, il n'a jamais ressenti la moindre hostilité envers l'Église ; rien de comparable à la haine d'un Lamennais, détestant et injuriant le dogme qu'il a servi ; rien non plus de l'impiété railleuse, de l'impiété voltairienne, où se complaisait un Frédéric le Grand. Au contraire, le ci-devant évêque d'Autun s'est toujours

montré plein de respect et de sympathie pour la religion qu'il a désertée. S'il a transgressé les principes de la doctrine et de l'obéissance catholiques, il ne les a pas reniés. Et même, lorsqu'il était à Valençay, il ne manquait pas d'assister le dimanche à la messe, tandis que, parfois, Mme de Dino, l'épiait d'un regard dérobé, se demandait « quelles pouvaient être ses pensées, en se souvenant qu'il avait été revêtu du même caractère que le prêtre officiant devant lui. »

On a beaucoup discuté sur sa rétractation in extremis, sur ses dispositions intimes à cette heure suprême, et s'il eut vraiment, comme le croyait sa nièce, la révélation que chacun trouve à la porte du tombeau. » Le prince de Metternich a porté là-dessus un témoignage intéressant; il écrivait, le 23 mai 1838, à son ami, le comte de Lützwow, ambassadeur à Rome : « Je n'avais jamais mis en doute que M. de Talleyrand finirait comme il vient de finir; ce que j'avais craint, c'est que le temps ne marchât plus vite que sa décision. J'ai beaucoup connu le prince et j'ai certes eu assez d'occasions pour l'observer dans le long cours de ma vie publique ; je ne crois pas qu'entre deux individualités, il puisse exister plus de divergences qu'il n'en a existé entre nous. Cependant nos relations personnelles ont été constamment amicales et même, sous plus d'un rapport, elles n'ont pas manqué d'une certaine intimité... C'est dans l'été de 1825 que je l'ai vu pour la dernière fois à Paris. Je lui ai parlé de lui-même et je me souviens de m'être servi, dans l'un de nos colloques, des paroles suivantes : « N'oubliez jamais qu'il vous reste un grand exemple à donner au monde; il sera détestable ou salubre, selon ce que vous saurez décider. Il me prit par la main et me dit : Croyez, mon cher prince, que je sais ce que je dois à Dieu et au monde. Ayez donc l'âme en repos. »

Tout de même, lorsqu'on essaie de se figurer ce que fut, dans sa vérité intime, la résipiscence de Talleyrand, on ne peut s'empêcher de penser à une autre contrition, moins solennelle, mais combien plus émouvante et persuasive, celle du fameux Biron, duc de Lauzun. Comme son cher ami l'abbé de Périgord, il avait ébloui Versailles par ses aventures galantes et romanesques, par ses folies et ses prodigalités. Insolent et fat, il avait un jour compromis la reine Marie-Antoinette. Puis il avait passé à la Révolution, qui bientôt l'avait envoyé à l'échafaud. Le 31 décembre 1793, devant la guillotine, il avait désavoué toutes ses erreurs par cette simple phrase : « J'ai été infidèle à mon Dieu, à mon Ordre, à mon Roi; je meurs plein de foi et de repentir. »

Après les égarements de la vie religieuse, la vénalité.

Dès son avènement au pouvoir, en 1797, Talleyrand trafiqua de sa fonction. Le chancelier Pasquier, qui était préfet de police pendant les dernières années de l'Empire, et qui, à ce titre, avait appris beaucoup de choses, a dressé contre l'ancien ministre des Relations extérieures ce réquisitoire terrible : « Huit jours après son entrée au ministère, il était déjà possesseur de cinq ou six cent mille francs... On ne sait aucun des traités, auxquels il a concouru, qui ne lui ait fourni une occasion de gain. Celui de Lunéville, dans lequel il fut stipulé que l'Autriche paierait les papiers qu'elle avait émis en Belgique, lui donna des bénéfices énormes, en achetant ces papiers avant que personne eût connaissance de la stipulation. La sécularisation en Allemagne et tous les arrangements qu'amènèrent dans ce pays les répartitions de territoire furent une nouvelle source de profits... Il faut que ses gains aient été immenses, puisqu'ils ont suffi à ses énormes dépenses et que c'est ainsi qu'a été constituée la fortune dont il jouit encore. » Quelles sommes Talleyrand a-t-il touchées de la sorte? On l'ignorera toujours; mais on ne saurait douter que, tout au long de sa carrière, il ait reçu des pots-de-vin. Depuis son heureux début avec les négociateurs américains, en 1797, jusqu'aux grands jours du congrès de Vienne, il n'a cessé d'empocher des subsides. A tous les souverains de l'Europe il a tendu la main.

Sur ce chapitre, il s'était composé pour lui-même une justification ingénieuse, qui se dégage manifestement de l'anecdote suivante. Un jour, il raconte à Mme de Dino que, pendant son passage au gouvernement provisoire, en 1814, il a trouvé dans un lot d'archives secrètes la quittance délivrée par Mirabeau pour l'argent qu'il avait reçu de la cour. Et il explique à sa nièce que, « malgré cette transaction d'argent, il serait injuste de dire que Mirabeau se fut vendu; que tout en recevant le prix de services qu'il promettait, il n'y sacrifiait cependant pas son opinion; qu'il voulait servir la France autant que le Roi; enfin qu'il se réservait la liberté de pensée, d'action et de moyens, tout en se liant pour le résultat. » La thèse est en effet plausible à invoquer pour Mirabeau. Encore faut-il se rappeler que, chez lui, la vénalité fut un accident, motivé par sa vie besogneuse, et non un système pour s'offrir la jouissance permanente d'un grand luxe; il ne faut pas oublier non plus que le génial tribun conservait, jusque dans ses pires égarements, une fougue généreuse, une chaleur d'âme, un souffle moral, qui manquèrent toujours à Talleyrand.

Après les vilénies pécuniaires, voici maintenant les trahisons politiques.

Là encore, Talleyrand nous a fait connaître, sous une forme indirecte, la thèse par laquelle il se disculpait, envers lui-même, de toutes ses défections et forfaitures. Ayant à coeur de s'expliquer, un jour, sur le rôle influent qu'il avait joué dans l'Assemblée constituante, sur sa conduite équivoque pendant les années

ultérieures, enfin sur son ralliement au Directoire, il écrivait : « Qu'on me permette quelques considérations sur les devoirs des hommes en place, à ces époques funestes où il plaît à la Providence de séparer violemment le sort personnel des rois de celui de leurs peuples. Alors, le monarque est absent; son avenir reste caché; il est donné à ses serviteurs particuliers de s'attacher à son sort, de partager ses malheurs, ses dangers, ses espérances. Je ne refuse ni mon respect, ni mon admiration à ce parti généreux. Mais, pour les autres, la patrie reste; elle a le droit d'être défendue, d'être gouvernée; elle a incontestablement un autre droit : celui de réclamer d'eux les mêmes services qu'ils lui devaient avant l'absence du Roi. C'est dans cette manière de voir que j'ai cherché les règles de ma conduite.

Plusieurs fois, la même idée s'est retrouvée sous sa plume, et toujours formulée avec la même énergie : « Après que j'eus donné ma démission de l'évêché d'Autun, je me croyais libre et ma position me prescrivait de chercher ma route. Je la cherchai seul ; car je ne voulais faire dépendre mon avenir d'aucun parti. Je réfléchis et je m'arrêtai à l'idée de servir la France, comme France, dans quelque situation qu'elle fût; dans toutes, il y avait quelque bien à faire. Aussi, ne me fais-je aucun reproche d'avoir servi tous les régimes, depuis le Directoire jusqu'à l'époque où j'écris. » Avec plus de concision, il disait enfin : « Je me mis à la disposition des événements. Pourvu que je restasse Français, tout me convenait. »

La thèse est noble et forte; on la méconnaissait un peu trop dans l'armée de Coblenz. Elle revient à dire qu'un Français ne doit jamais donner tort à la France, qu'il doit la suivre indéfectiblement jusque dans ses erreurs et se lier toujours à son étoile mystérieuse. En termes plus généraux, elle signifie que la nation prime tout, que rien ne se superpose à elle, que rien ne prévaut contre elle ; ainsi, quand le gouvernement régulier s'effondre, l'intérêt national se substitue, de plein droit, à l'autorité légitime. C'est là une bonne règle de conduite pour les périodes troublées : tout honnête homme, tout patriote peut y souscrire. De ce point de vue, Talleyrand est justifié d'avoir servi successivement le Directoire, le Consulat, l'Empire, la Restauration, la Monarchie de juillet.

Mais que faisait-il de ses belles formules, servir la France comme France,... la patrie reste,... quand il vendait à l'Autriche et à la Russie les secrets de la politique française? Même là-dessus, il prétendait s'absoudre, quand certains souvenirs assombrissaient tout à coup les réflexions mélancoliques de ses vieux jours. Son apologie, mêlée de sentiment comme une plaidoirie d'assises, ne manque pas d'habileté : « J'aimais Napoléon ; je m'étais attaché à sa personne, malgré ses défauts. A son début, je m'étais senti entraîné vers lui par cet attrait irrésistible qu'un grand génie porte avec lui. Ses bienfaits avaient provoqué en moi une reconnaissance sincère. Pourquoi craindrais-je de le dire? J'avais joui de sa gloire et des reflets qui en rejaillissaient sur ceux qui l'aidaient dans sa noble tâche. Aussi, je puis me rendre le témoignage que je l'ai servi avec dévouement. Dans le temps où il savait entendre la vérité, je la lui disais loyalement; je la lui ai même dite plus tard, lorsqu'il fallait employer des ménagements pour la faire arriver jusqu'à lui. Et la disgrâce, que m'a valu ma franchise, me justifie, devant ma conscience, de m'être séparé de sa politique d'abord, puis de sa personne, quand il était arrivé au point de mettre en péril les destinées de la patrie. »

Quelle fut donc réellement cette disgrâce que lui valut sa franchise? Quelques scènes d'invectives; quelques explosions verbales; le retrait de la clef de grand chambellan ; un éloignement passager de la cour; quoi de plus? Talleyrand cessa-t-il de toucher sa dotation de vice-grand-électeur et ses revenus de Bénévent? Ne continua-t-il pas de siéger au Conseil privé de l'Empire et d'avoir ainsi à prendre la parole dans les plus graves circonstances, comme à l'occasion du mariage avec Marie-Louise? N'éprouva-t-il même pas, et plusieurs fois, la munificence personnelle de Napoléon, comme au mois de janvier 1812, quand la cassette impériale lui versa 1280000 francs pour le tirer d'un embarras cruel où l'avaient jeté ses spéculations financières? Que de ménagements et d'égards, que de faveurs et de profits dans cette disgrâce !..

D'ailleurs, quand même la franchise de son langage eût attiré sur lui de véritables rigueurs et jusqu'à d'éclatantes injustices, en quoi cela excuserait-il ses félonies salariées au profit de l'Autriche et de la Russie ? Non ! Ses trahisons lucratives de 1808 et de 1812 ne comportent aucune circonstance atténuante et le flétrissent à jamais.

Après des méfaits de cette envergure, il faudrait un puritanisme bien austère pour lui reprocher encore les dérèglements de sa vie intime. Et pourtant, c'est un des côtés par où il a le plus choqué ses contemporains.

Certes, on n'incriminait pas les libres liaisons de sa jeunesse, quand, simple abbé de Périgord ou même évêque d'Autun, il folâtrait dans le monde séduisant de la princesse d'Hénin, de la princesse de Vaudémont, de la princesse de Poix, de la maréchale de Luxembourg, de la duchesse de Polignac, de la comtesse de Polastron, de la comtesse de Flahaut, du prince de Conti, du prince de Ligne, du marquis de Vaudreuil. Ses mœurs d'alors étaient celles de presque tous les gentilshommes, à cette époque spirituelle, galante et fastueuse, dont il a dit lui-même : « Ceux qui n'ont pas vécu avant 1789, ne connaissent pas la douceur de

vivre. » On excusait également ses amours, au temps facile du Directoire. Mais on s'était révolté, lorsque, en 1802, il avait épousé la belle et stupide Mme Grand, la blonde créole de Chandernagor, sa maîtresse, « qui avait été celle de vingt autres avant lui. » On y avait vu de sa part un défi à la conscience publique. Il avait eu l'audace de se marier, lui, un évêque ! Et au moment où les autels se relevaient dans toutes les églises de France !...

Il n'avait pourtant pas méconnu l'énormité de l'acte. Aussi, avant d'y procéder, avait-il humblement sollicité du Pape la relève intégrale de ses vœux et la dispense explicite du célibat, en protestant de « sa filiale obéissance à la chaire de Saint Pierre. » Il avait d'ailleurs introduit sa requête sous le patronage officiel du Premier Consul, qui déclarait y attacher « une importance extraordinaire. » Cette demande insolite avait bouleversé l'âme scrupuleuse et tendre de Pie VII. Un refus ne risquait-il pas d'irriter Bonaparte et de compromettre l'oeuvre de la pacification religieuse ? Après avoir longuement prié pour obtenir « l'assistance du Seigneur dans cette épreuve amère, » il avait autorisé Talleyrand à « rentrer dans la communion laïque, avec licence de revêtir l'habit séculier ; » mais, sur la question du mariage, il avait répondu par un non possumus, en rappelant que, dans le cours de dix-huit siècles, l'histoire de l'Église n'avait pas enregistré une seule dispense de célibat pour un évêque. L'humble requérant avait néanmoins passé outre : les caresses et les pleurs de Mme Grand, peut-être aussi une pression de Bonaparte, avaient prévalu sur la formelle, prohibition du Souverain-Pontife. Talleyrand avait donc porté, trente-trois années durant, cette chaîne honteuse.

Au retour des Bourbons, la princesse avait entonné des hymnes d'allégresse ; car elle avait l'esprit simple, la mémoire courte et l'enthousiasme facile. Mais, quand son mari l'avait présentée à Louis XVIII, un journal satirique avait rendu compte de la cérémonie en ces termes : « Hier, 5 mai 1814, après la messe, M. l'évêque d'Autun a eu l'honneur de présenter sa femme au fils de saint Louis. » A la seconde Restauration, le genre austère qu'affectaient la cour et la haute société avait bientôt rendu intenable la situation mondaine des deux époux. On les évitait ; on leur tournait le dos ; on les harcelait d'épigrammes ; on se moquait d'elle surtout, parce qu'elle était devenue très grasse, très rouge, et ne pouvait dire vingt mots sans lâcher une sottise. N'osant plus se montrer avec elle, il l'avait obligée à vivre désormais hors de chez lui, dans une séparation définitive et complète.

Au mois d'octobre 1835, la santé de Mme de Talleyrand s'altéra subitement ; les médecins craignaient une fin brusque. Mme de Dino, qui se trouvait alors à Valençay avec son oncle, crut devoir le prévenir ; elle s'y prit à plusieurs fois, par d'ingénieux détours, afin de lui épargner une émotion trop vive. « Mes premières paroles à ce sujet, écrit-elle dans son Journal, ont été écoutées en silence, sans réponse ; puis M. de Talleyrand a aussitôt parlé d'autre chose. Le lendemain cependant, il m'en a reparlé, mais uniquement, le cas échéant, comme d'un embarras de deuil, d'enterrement et de billets de part. Il m'a dit que, si la princesse mourait, il irait passer huit ou quinze jours hors de Paris, et tout cela, il l'a dit, non seulement avec la plus grande liberté, mais même avec un soulagement visible. Il a immédiatement abordé les questions d'argent, qui se lient pour lui à la succession de sa femme, par laquelle il rentrerait dans la jouissance d'une rente viagère à laquelle la mort de la princesse mettrait fin. Tout le reste du jour, M. de Talleyrand a montré une sorte de sérénité et d'entrain, que je ne lui avais pas vue depuis longtemps et qui m'a tellement frappée que, l'entendant fredonner, je n'ai pu m'empêcher de lui demander si c'était son prochain veuvage qui le mettait si fort en hilarité. Il m'a fait la grimace, comme un enfant qui joue, et a continué à parler de ce qu'il y aurait à faire si la princesse mourait. »

Elle mourut le 10 décembre. En recevant la nouvelle, Talleyrand, de son air le plus dégagé, laissa tomber ces mots : « Voilà qui simplifie beaucoup ma position ! » Ce fut là toute l'oraison funèbre de la défunte ; et plus jamais il ne parla d'elle.

Mais, dans la vie intime de Talleyrand, ce n'était pas seulement l'impiété cynique de son mariage qui avait choqué ses contemporains ; c'était encore les deux attachements qu'il avait formés au déclin de son âge mûr et dont l'un devait l'accompagner très loin sur le chemin de la vieillesse.

En 1808, dès son retour d'Erfurt, il s'était employé à réaliser la promesse qu'il avait obtenue de l'empereur Alexandre pour prix de ses services, - le mariage de son neveu Edmond de Périgord avec la richissime princesse Dorothee de Courlande. Conformément aux rites, il avait écrit à la mère pour solliciter la main de la jeune fille ; sa lettre se terminait ainsi : « M'étant un peu occupé des affaires de l'Europe, je ne puis ignorer combien la beauté, la grâce, l'élévation des sentiments donnent à Votre Altesse le droit d'être difficile. »

Agée alors de quarante-sept ans, demeurée svelte et onduleuse dans ses lignes, le visage délicieux, le sourire enjoué, prompte aux entraînements, experte à tous les jeux secrets de l'amour, la duchesse de Courlande n'avait rien perdu encore de ses charmes. Après le mariage de sa fille, elle était venue s'installer à Paris. Et là, un soir, dans un coup de foudre, elle s'était éprise de Talleyrand. Elle l'avait aimé follement,

avec l'ardeur sombre dont s'enfièvre le coeur des grandes amoureuses, quand elles sentent qu'elles aiment pour la dernière fois. Elle avait ainsi obtenu de lui d'étonnantes douceurs, des miracles de tendresse ; elle l'avait même entraîné si haut dans les régions supérieures, si loin de son égoïsme et de son libertinage habituels, qu'il disait d'elle plus tard : « Aucune femme n'a été plus digne d'adoration, »

Mais, en 1814, il avait dû se rendre au congrès de Vienne, où sa nièce, Dorothée de Périgord, l'avait accompagné pour faire les honneurs de sa maison. Après cinq ans de mariage, la jeune comtesse était déjà séparée de son piètre époux. Et, déjà aussi, elle avait éprouvé son pouvoir sur les hommes. La finesse de son visage, la pâleur ambrée de son teint, ses larges yeux énigmatiques, ses grands airs de noblesse qui tout à coup se fondaient en molles attitudes, la vivacité de son intelligence, la hardiesse et l'imprévu de son esprit lui composaient une séduction d'une haute saveur. A vivre quotidiennement auprès de cette féline créature, Talleyrand avait bientôt senti qu'il ne pourrait plus se passer d'elle. Mais pour l'instant, la jeune femme avait mieux à faire que d'écouter ce vieillard. Après les Cent-Jours, quand la princesse de Talleyrand, à demi répudiée, avait quitté le domicile conjugal, Mme de Périgord était venue s'installer à l'hôtel de la rue Saint-Florentin. Comme naguère, à Vienne, elle y faisait magistralement les honneurs de la maison. Très vite, l'amitié de l'oncle et de la nièce avait suscité les médisances et les railleries mondaines. La duchesse de Courlande n'y avait que trop contribué par les lamentations désespérées qu'elle exhalait de toutes parts.

Dès lors, la comtesse de Périgord, devenue la duchesse de Dino, avait partagé la vie de son oncle. Que ce fût à Paris, à Valençay ou à Rochecotte, elle ne le quitta plus. Par sa longue durée, par le caractère sérieux, grave, élevé, qu'elle acquit peu à peu, cette amitié mérite de rappeler une autre intimité illustre, celle qui unit jadis Mme de La Fayette et La Rochefoucauld.

Certes, les personnages de ces deux romans ne se ressemblaient guère; quoique un parallèle entre La Rochefoucauld et Talleyrand accuserait plus d'un trait commun; il n'y a pas en effet une seule des Maximes que n'eût signée Talleyrand : il aurait même pu en ajouter quelques-unes qui n'auraient pas été parmi les moins saisissantes comme résumé d'expérience amère et pour la frappe incisive de l'expression. Entre Mme de La Fayette et Mme de Dino, on n'aperçoit, au contraire, nulle parenté. Jamais la belle Dorothée n'aurait conçu la Princesse de Clèves. Sa véritable aïeule, au XVII<sup>e</sup> siècle, est l'autre princesse de Clèves, la réelle, la fameuse Anne de Gonzague, dont Bossuet a prononcé l'oraison funèbre.

Comme la princesse Palatine, Mme de Dino avait une âme inquiète, fouguese, excessive, une âme romantique, insatiable d'émotions et de rêves. Elle aussi, elle aimait à « se perdre en des abymes profonds. » Elle aussi, elle souffrait d'avoir connu trop tôt « l'illusion des amitiés de la terre qui s'en vont avec les années et les intérêts. » D'elle aussi on pouvait dire « Pendant qu'elle contentait le monde et se contentait elle-même, elle n'était pas heureuse, et le vide des choses humaines se faisait sentir à son coeur. » Enfin, elle aussi, elle croyait, certains soirs, entendre au fond d'elle « des avertissements divins ; » et, lasse, morne, désabusée de tout, elle se répétait les paroles de saint Augustin sur « le mécompte du passé, le tourment du présent, l'épouvante de l'avenir. »

Ce n'était donc pas une nature médiocre. Loin de là ! Aussi, du jour où son intimité avec Talleyrand eut franchi la zone des orages, elle ne cessa plus d'exercer sur lui une influence bienfaisante. Elle ne se contentait pas d'adoucir, de distraire, d'orner la vieillesse de son ami ; elle s'était consacrée à sa gloire ; elle voulait qu'il finît avec dignité sa longue vie tumultueuse; elle le rappelait souvent aux devoirs de son âge et de son rang; elle l'entretenait d'idées hautes et de problèmes sérieux ; enfin, elle contribua plus que personne à jeter un reflet moral sur ses derniers instants.

Mais le public ignorait tout cela. Et cette affection, qu'il jugeait forcément sur les apparences, le révoltait. Bientôt, les romanciers s'en mêlèrent.

Balzac ne pouvait manquer d'exploiter un si beau thème. Quand parurent les Secrets de la princesse de Cadignan, on reconnut tout de suite Mme de Dino. Avant de s'être appelée princesse de Cadignan, Diane d'Uxelles s'était appelée duchesse de Maufrigneuse, comme Dorothée de Courlande s'était appelée comtesse de Périgord avant qu'elle ne surmontât ses armes d'une couronne ducale. Averti par ce simple détail, qui le mettait en quelque sorte sur la piste de la réalité, le lecteur se passionnait vite pour les aventures de la fascinante héroïne. Dès les premières pages, la fiction s'éclairait : on transposait facilement chaque anecdote ; on levait tous les voiles ; on devinait tous les noms.

La vie sentimentale de Mme de Dino se découvrait là tout entière. On s'imaginait la suivre, étape par étape, depuis « les légèretés de Mme de Maufrigneuse avec de Marsay » et « sa fugue en Italie avec le jeune d'Esgrignon, » jusqu'à « ses liaisons avec un ambassadeur célèbre, puis avec un général russe, enfin avec deux ministres des Affaires étrangères dont elle avait été l'Égérie.

Balzac avait même eu l'audace de faire allusion aux rapports intimes qui avaient uni Talleyrand à la duchesse de Courlande avant qu'il s'épût de sa fille. On lisait donc avec stupeur la terrible confession de la princesse Diane à son amant, d'Arthez : « Ma mère m'a mariée, à dix-sept ans, à M. de Maufrigneuse, non par amour pour moi, mais par amour pour lui !... » Et, comme d'Arthez bouleversé par le récit de sa maîtresse, on attribuait à Mme de Dino « la profondeur d'un abîme, la corruption des diplomates, le danger d'une sirène, le mystère d'une initiation. »

Mais George Sand, alors dans toute la gloire de Lélia qui venait de paraître, s'était montrée beaucoup plus hardie encore et surtout plus offensante que Balzac.

Un jour de septembre 1834, venue de Nohant avec Alfred de Musset et quelques amis, elle avait demandé à visiter le château de Valençay. Mme de Dino l'avait accueillie aimablement, intéressée de connaître une personne qui faisait tant parler d'elle par ses idées, son talent et sa conduite ; mais elle l'avait jugée prétentieuse et pédante : « A tout prendre, peu de grâces; le reste de sa compagnie d'un commun achevé. »

Trois semaines plus tard, la Revue des Deux Mondes publiait, sous la signature de George Sand, un article intitulé le Prince et qui prenait personnellement à partie, quoique sans imprimer leur nom, le châtelain et la châtelaine de Valençay. Le titre était déjà significatif; il remémorait le chef-d'oeuvre de Machiavel, ce parfait bréviaire de perfidie et de scélératesse. La romancière y racontait, sans détour, qu'elle s'était récemment promenée aux abords du magnifique domaine, avec un poète de ses amis. On reconnaissait immédiatement le site de Valençay : un vallon frais et touffu, au milieu des tristes plaines qui l'environnent et qui n'en laissent pas soupçonner l'approche, » un des plus beaux parcs du monde, la plus riche verdure, un château royal « qui se mire du haut des rochers dans les eaux d'une rivière bleue, » un décor de songe « dans quelque pays enchanté qui doit s'évanouir au réveil. » Errant aux alentours de cette féerique demeure par une nuit radieuse, George Sand discute avec son ami « sur l'homme qui habite là et qui, depuis soixante ans, joue les peuples et les couronnes sur l'échiquier de l'univers. »

La beauté du lieu, la poésie de l'heure, les reflets de la lune sur la cime des bois, le silence éloquent de la nature endormie, « les éclairs de chaleur qui blanchissent de temps en temps l'horizon » exaltent bientôt le lyrisme des deux promeneurs.

Dans leur commune exaltation, où chacun semble vouloir dépasser l'autre, ils évoquent la figure de Talleyrand sous un aspect satanique : « Cette lèvre convexe et serrée comme celle d'un chat, unie à une lèvre large et tombante comme celle d'un satyre, mélange de dissimulation et de lasciveté; ce pli dédaigneux sur le front; ce nez arrogant avec ce regard de reptile, tant de contrastes sur une physionomie humaine révèlent un homme né pour les grands vices et les petites actions. Jamais ce coeur n'a senti la chaleur d'une émotion généreuse, jamais une idée de loyauté n'a traversé cette tête. Cet homme est une exception dans la nature, une monstruosité si rare que le genre humain, tout en le méprisant, l'a contemplé avec une imbécile admiration.

Ayant ainsi portraituré « le plus grand fourbe de l'univers, » les deux amis, continuant de s'aiguillonner l'un l'autre, intentent à l'homme d'État son procès politique. Mais qu'a-t-il donc fait d'utile, ce grand diplomate ? Quels services a-t-il rendus ? Quelles guerres sanglantes, quelles calamités publiques a-t-il empêchées ? « Il était donc bien nécessaire, ce voluptueux hypocrite, pour que tous nos rois, depuis l'orgueilleux conquérant jusqu'au dévot borné, nous aient imposé le scandale de son élévation?... » Et ce long anathème se termine par une solennelle flétrissure de tous les diplomates « Quelles turpitudes honteuses couvre donc le manteau pompeux de la diplomatie? Voici les intendants et les régisseurs qu'on nous donne et à qui l'on confie, sans nous consulter, nos fortunes et nos vies ! De graves mystères s'agitent sur nos têtes, mais si loin et si haut que nos regards ne peuvent y atteindre. Nous servons d'enjeu à des paris inconnus dans les mains de joueurs invisibles : spectres silencieux qui sourient majestueusement, en inscrivant nos destinées dans un carnet!... »

Tandis que George Sand et Musset accablent ainsi de leurs invectives les mystères infâmes du métier diplomatique, ils s'aperçoivent qu'ils sont arrivés tout près du château. « Une forme blanche et légère traversa l'angle du tapis vert et nous la vîmes monter l'escalier extérieur de la tourelle. - Est-ce, dit mon ami, l'ombre de quelque juste, évoquée par toi, qui vient danser et s'ébattre au clair de la lune pour désespérer l'impie? - Non, cette âme, si c'en est une, habite un beau corps. - Ah ! j'entends, reprit-il, c'est la duchesse ! On dit que... - Ne répète pas cela, lui criai-je en l'interrompant ; épargne à mon imagination ces tableaux hideux et ces soupçons horribles. Ce vieillard a pu concevoir la pensée d'une telle profanation ; mais cette femme est trop belle: c'est impossible. Si la débauche rampante ou la sordide avarice habitent des êtres aussi séduisants et se cachent sous des formes aussi pures, laisse-moi l'ignorer !... »

A l'heure où ce réquisitoire impitoyable paraissait dans la Revue des Deux Mondes, Chateaubriand échangeait des coquetteries littéraires avec George Sand. Il avait l'intelligence trop vive et l'esprit trop ouvert

du côté de l'avenir, pour n'avoir pas compris qu'Indiana, Valentine et Lélia marquaient une date dans l'histoire du roman français et promettaient « une merveilleuse moisson de fleurs inconnues. » Après la lecture du Prince, il voulut exécuter, lui aussi, un morceau de virtuosité sur Talleyrand, qu'il abhorrait. Et, de verve, il composa l'étonnant portrait qui termine l'avant-dernier chapitre des Mémoires d'Outre-tombe. Auprès de cette diatribe à l'emporte-pièce, les imprécations nocturnes de George Sand et de Musset dans les allées de Valençay paraissent fades. Tout d'abord, il exécute sommairement l'homme politique ; il lui refuse toute valeur, tout mérite : « La vanité de M. de Talleyrand le pipa; il prit son rôle pour son génie; il se crut prophète en se trompant sur tout... Aucune négociation importante n'est de lui; quand il a été laissé libre d'agir seul, il a laissé échapper les occasions et gâté ce qu'il touchait... Il signait les événements : il ne les faisait pas. »

Après cette exécution de l'homme public, Chateaubriand s'attaque à l'homme privé, dont il esquisse l'image en quelques traits inoubliables, dignes de Saint-Simon et de Goya :

« D'anciennes gravures de l'abbé de Périgord représentent un homme fort joli. M. de Talleyrand, en vieillissant, avait tourné à la tête de mort; ses yeux étaient ternes, de sorte qu'on avait peine à y lire, ce qui le servait bien. Comme il avait reçu beaucoup de mépris, il s'en était imprégné, et il l'avait placé dans les deux coins pendants de sa bouche. » Puis, durant dix-sept pages, il le déshabille, il le dégrade, il le vilipende. avec un ton de supériorité flagellante et une âcreté de verve corrosive, que nul pamphlétaire, même Swift, n'a jamais surpassées. La péroraison couronne dignement cette satire venimeuse, en nous conviant au spectacle de Talleyrand sur son lit de mort. Nous voyons alors « ce prince, aux trois quarts pourri, une ouverture gangréneuse au côté, la tête retombant sur sa poitrine en dépit du bandeau qui la soutenait, disputant minute à minute sa réconciliation avec le ciel, sa nièce jouant auprès de lui un rôle préparé de loin entre un prêtre abusé et une petite fille trompée, mais sans donner aucun signe de repentir. Jamais l'orgueil ne s'est montré si misérable, l'admiration si bête, la piété si dupe. »

Emporté par sa haine jusqu'à perdre toute pudeur de la plume, Chateaubriand assène à sa victime cette suprême insulte : « Pour analyser minutieusement une vie aussi gâtée, il faudrait affronter des dégoûts que je suis incapable de surmonter. Les hommes de plaies ressemblent aux carcasses des prostituées : les ulcères les ont tellement rongés qu'ils ne peuvent servir à la dissection. »

Les exagérations littéraires de Balzac, de George Sand, de Chateaubriand devaient nécessairement réagir sur la mémoire de Talleyrand. A peine a-t-il cessé de vivre, la légende l'accapare; elle fait de lui un personnage romantique, une figure médusante et presque démoniaque, marquée de sacrilège, de luxure et de félonie, un prodigieux exemplaire de morgue aristocratique et de corruption raffinée. C'est lui que Mme Bovary entrevoit inconsciemment lorsqu'elle se représente la vie supérieure que mènent les grands diplomates, cette existence fabuleuse, « entre ciel et terre, dans les orages, » Mais, à son insu également, elle aperçoit encore un autre homme d'État qui, à cette époque, ne hante pas moins l'imagination des romanciers : le prince de Metternich.

## Metternich

Issu d'une vieille famille rhénane, Clément de Metternich débute à vingt-huit ans dans la diplomatie, comme envoyé plénipotentiaire de l'empereur François II à Dresde. On est en 1801 : le traité de Lunéville vient de rétablir la paix sur le continent. Mais tout de suite, avec une intuition surprenante, le jeune ministre aperçoit que « l'empire d'Allemagne est menacé d'une dissolution prochaine, » que « la puissante création de Charlemagne va périr sans retour, » et que « les formidables bouleversements qui se préparent ajournent indéfiniment le repos général. »

Pour un débutant si perspicace, les grands chemins s'ouvrent vite. Au mois de décembre 1803, il est transféré de Dresde à Berlin. « J'avais pour tâche, dit-il, de gagner la Prusse à l'alliance des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg. » Il y réussit, non sans peine, et, le 3 novembre 1805, il signe la célèbre convention de Potsdam. Mais le canon d'Austerlitz ne laisse pas à la Prusse le temps de mobiliser. En quelques heures, la face de l'Europe change : le traité de Presbourg détruit l'empire d'Allemagne et ruine la puissance autrichienne.

Dans la détresse où tombe la monarchie des Habsbourg, c'est à Metternich que le pâle François II, « ce squelette de François II, » comme l'appelait Napoléon, confie la mission redoutable d'aller affronter à Paris le vainqueur d'Austerlitz, l'arbitre du monde.

Le 4 août 1806, il prend possession de son ambassade : il a trente-trois ans.

Dès son arrivée, la société parisienne le distingue, l'apprécie, le cajole. Il a en effet la plus belle apparence. Grand, mince, les traits finement découpés, voilant sa chevelure blonde sous un nuage de poudre, afin d'avoir l'air plus respectable, il porte avec une noble désinvolture son costume de chevalier de Malte, habit rouge à revers noirs. « C'est le grand seigneur dans sa plus extrême élégance, » écrit une de ses admiratrices.

Il excelle d'ailleurs à composer son personnage. Dans l'exercice de ses fonctions, il affecte une réserve froide, une hautaine et impassible gravité; il est aussi maître de sa parole que de sa pensée; il manie artificieusement la dialectique; il semble toujours avoir son plan; il ne se déconcerte jamais. Dans les salons, il se montre enjoué, spirituel, frivole même; il cause d'une façon charmante; il se passionne pour la littérature et les arts; il adore les femmes. En général, il déplaît aux hommes, qui le jugent poseur et présomptueux. Un de ses rivaux, et non des moindres, prononcera un jour sur lui ce mot sévère : « Il y a du faquin en M. de Metternich. »

Cependant, le jeune ambassadeur promène autour de lui un regard d'une singulière acuité. Il a vite fait de percevoir les dessous du régime impérial, les parties faibles du colossal et majestueux édifice.

C'est sur Napoléon d'abord qu'il concentre ses facultés d'analyse et de prévision. Avec une sagacité ardente, il pénètre tout le mécanisme intérieur du héros prodigieux qui domine le monde et, sans se laisser éblouir par la fulguration de sa gloire, il discerne « tous les défauts qui finiront par l'entraîner à sa perte. » Il observe notamment, - et cette observation est d'une vérité profonde, - que les victoires de Napoléon, pour éclatantes qu'elles soient, ne sont jamais décisives; qu'après Rivoli, qu'après Marengo, qu'après Ulm, qu'après Austerlitz, rien n'a été fini et que, le lendemain, il a fallu tout recommencer.

Aussi, lorsqu'il apprend Iéna, puis Friedland, il garde son flegme; car désormais il voit clair dans la conduite qui s'impose à son pays abaissé. Vivre et attendre, au besoin courber la tête, mais se préparer en secret pour le cataclysme plus ou moins prochain où doit aboutir fatalement la politique napoléonienne, - tels sont les conseils qu'il ne cesse d'envoyer à Vienne. Quelques entretiens, furtifs, qu'il a eus avec Talleyrand et Fouché, lui ont d'ailleurs démontré bientôt la justesse de ses calculs.

Les événements ne tardent pas à lui donner raison. Au mois d'avril 1808, le guet-apens de Bayonne découvre soudain les vues de Napoléon sur l'Espagne. Dès la première nouvelle, l'ambassadeur écrit à sa cour : « Les catastrophes qui font couler le trône d'Espagne sont assurément faites pour combler la mesure de la politique astucieuse, destructive et criminelle de Napoléon, politique qu'il n'a cessé de suivre depuis son avènement. Le bouleversement de l'Espagne n'est, sous le rapport du principe, pas plus que la réunion de la Ligurie, l'organisation actuelle de la Hollande, les cent et une destructions que nous avons vues et desquelles toutes les puissances de l'Europe ont été spectatrices plus ou moins bénévoles. Le fracas de la chute d'un grand trône est épouvantable; il résonne au loin ; et cependant tous les principes n'en sont pas plus lésés que par le passage d'une escouade qui arrache d'un asile sacré un malheureux Bourbon pour le

fusiller à Vincennes... » Metternich conclut qu'il n'y a dorénavant pas de paix durable avec Napoléon. Quelques jours plus tard, sa clairvoyance lui découvrant de nouveaux horizons, il écrit encore à Vienne : « Napoléon médite notre destruction; il la médite, parce que notre existence est incompatible, quant aux principes et quant à l'étendue de notre territoire, avec une suprématie universelle... Napoléon fera-t-il la guerre à l'Autriche avant d'avoir soumis l'Espagne? Non, et cette soumission lui coûtera de grands efforts; car il n'avait pas prévu le soulèvement quasi général de la presqu'île. Mais les affaires d'Espagne ne nous dispenseront pas de combattre pour notre existence. »

François 1er<sup>1</sup> et ses conseillers ne peuvent que se conformer à un avertissement aussi catégorique. L'Autriche, qui, depuis le traité de Presbourg, n'a plus qu'un fantôme d'armée, entreprend donc secrètement des préparatifs militaires. Napoléon ne met pas longtemps à les découvrir.

Le 15 août, à Saint-Cloud, en présence de tout le corps diplomatique, il fait à Metternich une scène terrible, qui rappelle la fameuse apostrophe à Lord Whitworth en 1803 « Eh bien ! monsieur l'ambassadeur, que veut l'Empereur votre maître ? Veut-il donc me faire revenir à Vienne ?... » Metternich reçoit l'algarde sans perdre contenance. « A mesure que notre conversation se prolongeait, elle prenait davantage le caractère d'une manifestation publique. Napoléon élevait de plus en plus la voix, comme il avait l'habitude de faire chaque fois qu'il poursuivait le double but d'intimider son interlocuteur et de frapper les assistants. Mais je ne baissai pas le ton et je combattis par l'ironie les vains arguments qu'il produisait. Tout à coup, il s'interrompt au milieu d'une phrase, tourna sur les talons et sortit sans avoir fait le tour du cercle. »

Cet éclat produit au dehors la plus vive impression. Le lendemain, la Bourse baisse : on croit la guerre décidée.

Seul, Metternich estime que l'heure du péril n'est pas encore venue et que Napoléon cherche seulement à terroriser l'Autriche, au moment où la situation de ses armées s'aggrave en Espagne. Il voit juste; car il apprend coup sur coup la capitulation de Baylen, l'évacuation de Madrid, le débarquement de Wellington à l'embouchure du Mondego, la capitulation de Cintra. En un mois, deux corps français ont passé sous les Fourches caudines !

Il n'en redouble pas moins de vigilance ; il réussit même à s'assurer le concours secret, « l'alliance » de Talleyrand. Ayant pu apprendre ainsi, de première main, tout ce qui s'est passé à Erfurth, il en déduit que « le rapprochement de deux puissances comme celle de Napoléon et celle d'Alexandre doit produire, forcément une série de complications épouvantables, » dont la première sera « infailliblement » une nouvelle guerre contre l'Autriche

Le 6 juillet 1809, la victoire de Wagram marque l'apogée de Napoléon. Le surlendemain, tandis que l'armée autrichienne précipite sa retraite vers la Moravie, Metternich est mandé par François 1er qui lui dit : « Le comte de Stadion vient de me remettre sa démission ; je vous confie, à sa place, le département des Affaires étrangères. »

Ainsi, à trente-six ans, il assume la plus écrasante responsabilité qui puisse incomber à un homme ; car c'est l'existence même de sa patrie qui est en jeu. L'avenir semble désespéré pour la monarchie des Habsbourg. Napoléon a voulu dominer le continent : il le domine; il peut, d'un trait de plume, infliger à l'Autriche le sort de la Prusse et de l'Espagne. Dans ces jours sombres, Metternich échappe seul au découragement général, et c'est l'insigne honneur de sa carrière. Il considère en effet que la partie n'est pas irrévocablement perdue pour son pays. Bien plus, s'élevant au-dessus des contingences immédiates, il professe une foi inébranlable dans le relèvement de l'Autriche. Et cette assurance impassible n'exprime pas, chez lui, le raidissement stoïque d'une grande âme qui refuse de s'incliner sous les coups du sort parce qu'elle n'admet pas que la liberté humaine, en lutte avec les forces extérieures, ne soit pas finalement triomphante. Il n'appartient, sous aucun rapport, à l'école du Portique ; il n'a rien d'un Caton ou d'un Thraséas. Même lorsqu'il invoque la morale éternelle pour justifier l'optimisme de ses prévisions, il ne se fonde que sur des raisons positives. C'est par une vue claire de la réalité qu'il déclare l'œuvre de Napoléon fragile, éphémère, « immanquablement condamnée. » Il nous a d'ailleurs décrit le travail de sa pensée, dans cette crise tragique : « Emporté par le désir de s'assurer la domination définitive du continent européen, Napoléon avait dépassé les limites du possible; cela ne faisait aucun doute pour moi. Je prévoyais, d'autre part, que lui et ses entreprises n'échapperaient pas à une ruine soudaine. Le quand et le comment étaient pour moi des énigmes. Ainsi, ma conscience me traçait la voie que j'avais à suivre pour ne pas entraver la marche

1 *On sait que les changements opérés en Allemagne par le Confédération du Rhin (1806) avaient déterminé François II à déposer la couronne élective du Saint-Empire germanique et à se proclamer empereur héréditaire d'Autriche, sous le nom de François 1er.*

naturelle des événements et pour ne pas enlever à l'Autriche les chances de relèvement que la première de toutes les forces, la force des choses, pouvait réserver tôt ou tard à son héroïque souverain. »

Dès lors, il n'a plus qu'un dessein, le renversement de Napoléon, et il y déploie un art supérieur, une persévérance inlassable, une prodigieuse fertilité de ressources.

Ce qui lui importe d'abord, c'est que l'Autriche vive. Aussi n'éprouve-t-il aucun scrupule à signer le traité désastreux du 14 octobre 1809 : il faut, avant tout, gagner du temps. L'occasion qu'il guette surgit bientôt, imprévue, merveilleuse. Il la saisit au vol.

Napoléon, qui vient de répudier Joséphine, aspire à la main d'une princesse russe. Alexandre hésite à livrer sa soeur. Poussé par son ministre, François 1er offre sa fille. L'affaire est bâclée en neuf jours.

A Vienne, dans tous les milieux, dans la famille impériale, dans la noblesse, dans la bourgeoisie et jusque dans le peuple, la nouvelle du mariage est accueillie avec « une stupeur muette, » qui se transforme vite en indignation. Eh quoi ! une princesse de la plus antique et la plus altière dynastie, une descendante de Charles-Quint et de Marie-Thérèse, la fille des Césars va être jetée au lit d'un -officier de fortune, d'un jacobin couronné, de l'usurpateur infâme qui s'est fait l'ennemi juré des Habsbourg et de tous les souverains légitimes, qui a même eu l'audace impie de lever la main sur le Pape, sur le Vicaire du Christ, et qui le tient en captivité ! Mais, dans « cette éclatante mésalliance, » Metternich ne voit qu'un expédient nécessaire et provisoire, un écran à l'abri duquel l'Autriche reconstituera ses forces et attendra l'heure de la revanche. Pour apaiser le tyran de l'Europe, il faut lui livrer une archiduchesse : on la lui livrera. Comme dit le vieux prince de Ligne, qui dans son existence voluptueuse avait eu souvent recours aux allusions mythologiques : « l'Autriche fit au Minotaure le sacrifice d'une belle génisse. »

Appelé par Napoléon, Metternich accompagne Marie-Louise à Paris, afin de guider ses premiers pas et d'affirmer l'intimité politique des deux empires. Le 28 juillet 1810, il écrit à François 1er : « L'avantage le plus considérable, que nous soyons en droit de tirer du mariage d'une fille de Votre Majesté avec l'empereur des Français, est d'avoir changé notre situation désespérée, notre complète désorganisation à l'intérieur comme au dehors, en un état de repos. Dans ces conjonctures, tous les efforts du gouvernement doivent tendre à remettre en ordre et à rétablir nos forces qui étaient tombées si bas au moment de la dernière paix et, par elle, à rassembler ces mêmes forces pour tous les cas qui peuvent se présenter dans l'avenir. On se tromperait beaucoup, si l'on voulait calculer ce que sera cet avenir en se basant uniquement sur les premières années du règne de l'empereur des Français. Dans son mariage avec une archiduchesse, il y a, pour l'Autriche, une garantie que nul autre événement n'aurait pu remplacer. Toutefois, on ne se tromperait pas moins en attribuant à cette alliance, si avantageuse, une influence capable de s'étendre à tous les plans de Napoléon ou de modifier entièrement les vues de ce prince. L'aspiration à la domination universelle est dans la nature même de Napoléon ; elle peut être contenue ; mais jamais on ne parviendra à l'étouffer. Sans cette alliance, la monarchie autrichienne serait peut-être ruinée, à cette heure. Ce qui n'est pas moins vrai, c'est que, malgré ce mariage, il peut survenir des circonstances où nous ayons à faire appel à toutes nos forces, pour prévenir notre asservissement et résister au joug. »

Pendant cette mission de confiance auprès de la jeune impératrice, Metternich glane encore quelques observations précieuses. Il voit le peuple français rassasié de gloire, ne souhaitant plus que le repos et la paix ; il voit aussi les maréchaux et les grands dignitaires fatigués des perpétuelles aventures, anxieux de l'avenir, réduisant désormais toute leur ambition à jouir de leurs richesses acquises ; enfin, averti par Talleyrand, il note les premiers symptômes de l'antagonisme qui va bientôt dresser l'un contre l'autre les deux alliés de Tilsitt, et il annonce à son maître que « la guerre éclatera dans le Nord, au commencement de l'année 1812. »

La retraite de Moscou et le désastre de la Bérézina surprennent Metternich qui ne s'attendait pas à ce que « la logique invincible des faits » prît une allure si rapide : il escomptait un hivernage de la Grande Armée en Russie et une seconde campagne, décisive celle-là, au printemps de 1813. Mais on se remet toujours vite d'une surprise heureuse. Réalisant d'un coup d'œil toute la situation nouvelle, le ministre de François 1er comprend que l'heure est enfin venue pour l'Autriche de relever la tête, d'arracher l'Europe à la suprématie française et de s'imposer à Napoléon comme l'arbitre de la paix générale.

Pratiquement, que faire ? Le plan de la manoeuvre n'est pas facile à dresser. Depuis la convention du 14 mars 1812, l'Autriche est l'alliée de la France contre la Russie ; pour qu'elle devienne l'alliée de la Russie contre la France, tout l'échiquier diplomatique est à renverser. Puis, ne serait-ce que par pudeur et en prévision de l'histoire, une pareille volte-face commande quelques déguisements, quelques transitions. Enfin, une imprudence de tactique pourrait coûter cher. Napoléon n'est pas encore abattu ; il n'a pas cessé d'être redoutable. Ne vient-il pas de battre coup sur coup les Prussiens à Lutzen et les Russes à Bautzen ? Metternich établit donc son programme « sur une série de nuances intermédiaires, » qui amènent

graduellement l'Autriche à se déclarer puissance médiatrice entre les belligérants. Par d'habiles équivoques, par d'insinuantes promesses, Napoléon est attiré au congrès de Prague comme dans un piège. L'opération est conduite avec une dextérité magistrale : c'est un chef-d'œuvre de stratégie diplomatique.

L'épilogue est d'une solennelle grandeur. Metternich s'y rencontre face à face avec Napoléon. La scène se passe, le 26 juin 1813, à Dresde, au palais Marcolini.

Pour arriver jusqu'à l'Empereur, le ministre autrichien est obligé de traverser une galerie où se pressent maréchaux, officiers, courtisans, toute une foule chamarrée d'or. Sur chaque figure il saisit la même expression de curiosité inquiète et de lassitude morne. Au passage, le prince de Neuchâtel, major-général de la Grande Armée, lui glisse anxieusement à l'oreille « N'oubliez pas que l'Europe a besoin de la paix, la France surtout... La France ne veut que la paix. » Sans répondre, il continue sa marche. Les portes s'ouvrent.

« Napoléon m'attendait, debout, au milieu de son cabinet, l'épée au côté, le chapeau sous le bras. Il s'avança vers

moi avec un calme affecté et me demanda des nouvelles de la santé de l'Empereur. Bientôt ses traits s'assombrirent et, se plaçant devant moi, il me parla en ces termes : Ainsi, vous voulez la guerre; c'est bien, vous l'aurez. J'ai anéanti l'armée prussienne à Lutzen; j'ai battu les Russes à Bautzen; vous voulez avoir votre tour. Je vous donne rendez-vous à Vienne. Les hommes sont incorrigibles, les leçons de l'expérience sont perdues pour eux. Trois fois, j'ai rétabli l'empereur François sur son trône; je lui ai promis de rester en paix avec lui tant que je vivrais; j'ai épousé sa fille; je me disais alors : « Tu fais une folie ! » Mais elle est faite; je la regrette aujourd'hui... Ce préambule me fit sentir mieux encore combien ma situation était forte, A ce moment décisif, je me regardai comme le représentant de, la société européenne tout entière. Le dirai-je? Napoléon me parut petit... La paix et la guerre, répondis-je, sont entre les mains de Votre Majesté. Le sort de l'Europe, son avenir et le vôtre, tout cela dépend de vous seul. Aujourd'hui vous pouvez encore conclure la paix; demain, ce serait peut-être trop tard... - Eh bien ! qu'est-ce donc qu'on veut de moi? me dit brusquement Napoléon. Que je me déshonore? Jamais. Je saurai mourir; mais je ne céderai pas un pouce de territoire. Vos souverains, nés sur le trône, peuvent se laisser battre vingt fois et rentrer toujours dans leurs capitales. Moi, non; parce que je suis un soldat parvenu... »

Durant huit heures, le dialogue se poursuit, sur ce ton pathétique, Napoléon s'ingéniant à pénétrer les desseins véritables de l'Autriche et à connaître l'état réel de ses forces, Metternich démontrant la nécessité de mettre un terme aux souffrances de l'Europe et ne craignant pas d'alléguer, au nombre de ses raisons, l'épuisement notoire du peuple français.

Piqué au vif par ce dernier argument, Napoléon finit par s'écrier avec colère : « Vous n'êtes pas soldat; vous ne savez pas ce qui se passe dans l'âme d'un soldat. J'ai grandi sur les champs de bataille, moi, et je me soucie peu de la vie d'un million d'hommes !.. » Et, comme pour souligner ces mots, il lance son chapeau jusqu'au fond du salon. Très ému, s'appuyant à une console afin d'assurer sa contenance, Metternich relève l'apostrophe : « Pourquoi me faites-vous entre quatre murs une pareille déclaration ? Ouvrons les portes, et puissent vos paroles retentir d'un bout de la France à l'autre! Ce n'est pas la cause que je représente qui y perdra. »

Cependant, la nuit est venue, la nuit complète : les deux interlocuteurs distinguent à peine leurs visages; mais personne n'ose entrer pour apporter de la lumière. Napoléon, qui a soudain retrouvé son calme, fait alors quelques tours de marche dans le salon, ce qui lui offre un prétexte à ramasser son chapeau ; puis, de son air le plus aimable, il congédie Metternich. En posant la main sur le bouton de la porte, il dit encore « Savez-vous ce qui arrivera? Vous ne me ferez pas la guerre.;» A quoi l'autre, gravement, répond : « Vous êtes perdu, sire. Je le pressentais, en venant ici ; j'en ai maintenant la certitude. »

Dans le congrès qui s'ouvre vingt jours plus tard à Prague, les plénipotentiaires de François Ier prennent immédiatement l'attitude comminatoire. Napoléon se cabre devant l'ultimatum qu'on ose lui remettre. Le 11 août, l'Autriche déclare la guerre à la France, et le feld-maréchal autrichien, prince de Schwarzenberg, est nommé généralissime de la coalition.

Pendant la campagne de Saxe, puis la campagne de France, Metternich inspire et dirige toute la politique des alliés. Aux conférences de Langres, de Châtillon, de Paris, c'est lui le coryphée. Il y déploie une intelligence, une adresse et une perspicacité supérieures. Dans ses discussions quotidiennes et souvent orageuses avec l'empereur Alexandre, le roi Frédéric-Guillaume, Hardenberg, Nesselrode, Blücher ou Castlereagh, ce sont presque toujours ses idées qui prévalent; jamais il n'est à court d'arguments.

D'ailleurs, aucun scrupule ne l'arrête. Quoiqu'il ait sans cesse à la bouche les lois divines et les préceptes chrétiens, il pousse l'indifférence morale jusqu'au cynisme ; il est l'homme de tous les artifices, de tous les échappatoires, même de toutes les fourberies. Sa conduite envers Marie-Louise, par exemple, lui aurait obtenu l'admiration de Machiavel. C'est lui personnellement qui a fait le mariage de 1810 : il n'éprouve pourtant aucune gêne à le défaire, quand la raison d'État le lui commande. Ainsi, le 1er février 1814, il apprend que le duc d'Angoulême vient de débarquer à Saint-Jean de Luz et que la population l'a reçu avec enthousiasme; il en conclut que la restauration des Bourbons est possible désormais, et, comme cette éventualité lui plaît, il dit nonchalamment : « Je crains pour notre pauvre impératrice. » De ce jour, Marie-Louise est exclue de ses combinaisons politiques.

Il exécute avec la même désinvolture le petit roi de Rome. Cet enfant est le dernier espoir auquel Napoléon s'accroche dans l'horreur de son désastre ; car il se refuse à croire que François Ier, l'honnête François Ier, ne défende pas les droits sacrés de son petit-fils. Au besoin, pour réchauffer le zèle du monarque, il invoque les souvenirs du ministre : « M. de Metternich peut-il oublier que mon mariage avec une princesse autrichienne est son oeuvre?.. » Mais, cette fois encore, Metternich n'écoute que la raison d'État : sur ses instances et malgré l'empereur Alexandre, le rappel des Bourbons est résolu dans le conseil des alliés. C'est alors que Napoléon, qui maintenant voit le fond de l'abîme, ordonne à son frère Joseph d'expédier immédiatement vers la Loire l'impératrice Marie-Louise, le roi de Rome, les grands dignitaires, les ministres, le trésor, et termine sa lettre par cette injonction poignante, où passe comme un souffle d'Euripide « Ne quittez pas mon fils; rappelez-vous que je préférerais le savoir dans la Seine plutôt que dans les mains de l'ennemi. Le sort d'Astyanax prisonnier des Grecs m'a toujours paru le plus malheureux de l'histoire. »

Après l'abdication de Fontainebleau, Metternich ne se borne pas à empêcher Marie-Louise de rejoindre Napoléon et de le suivre à l'île d'Elbe; il voit, en outre, un intérêt politique à séparer la mère de l'enfant. Il envoie donc le roi de Rome à Vienne, où l'aigle noir des Habsbourg tiendra dorénavant « l'aiglon » sous sa griffe. Quant à l'archiduchesse impératrice, il lui fait conseiller astucieusement d'aller prendre les eaux d'Aix; puis, comme il la sait passive, romanesque et sensuelle, il la jette aux bras de Neipperg. En cette occurrence, le ministre autrichien surpasse Machiavel. Un de ses collaborateurs qui le connaissait à fond, le chevalier de Gentz, s'était aperçu depuis longtemps déjà « qu'il y avait toujours des parties louches et scabreuses dans la conduite de M. de Metternich. »

Le congrès de Vienne et les traités de 1815 consacrent la victoire de l'Europe sur la puissance napoléonienne, ou plutôt sur le programme d'expansion française que les hommes de la Révolution avaient conçu dès 1792, qui était bientôt devenu pour eux un dogme national, et que Napoléon leur avait emprunté finalement pour l'accommoder à ses rêves gigantesques.

De cette victoire, un grand éclat rejaillit sur Metternich.

D'abord, on lui prodigue les titres, les honneurs et les donations. Elevé à la dignité de prince, autorisé à insérer les armes d'Autriche-Lorraine dans ses armoiries familiales, créé duc au royaume de Naples et grand d'Espagne de première classe, nommé enfin chancelier de l'Empire, il est désormais l'homme d'État le plus illustre, le plus influent, le plus redouté du monde européen. Sous le nom de François Ier, c'est lui véritablement qui règne en Autriche, ne laissant au petit-fils de Marie-Thérèse que le rôle et l'aspect d'un automate couronné.

Dès le lendemain de Waterloo, il a entrevu, pour l'ère nouvelle qui s'ouvre, un grand système de politique générale, qu'il appliquera ensuite, avec autant de persévérance que d'habileté jusqu'à la fin de son règne, lequel ne durera pas moins de trente-trois ans.

Ce système porte si profondément sa marque personnelle que l'histoire y attachera son nom; il se résume dans une formule simple : la paix extérieure entre les nations par l'équilibre des puissances et l'union des couronnes, - la paix intérieure au sein des États par la coalition des forces conservatrices et la solidarité des gouvernements légitimes. Ce n'est rien de moins qu'une conception organique et transcendante des sociétés humaines, une Weltanschauung, analogue à ce que fut la théocratie chrétienne du moyen-âge, la tutelle religieuse des peuples dans l'unité catholique du monde féodal.

Au point de vue extérieur, le système est sage en théorie et s'est révélé pleinement efficace dans la pratique. Si la constellation européenne, créée en 1815, est un triste spectacle pour la France, il faut toutefois reconnaître que la diplomatie du chancelier autrichien a procuré à l'Europe quarante années de repos et de stabilité. Dans cette phase culminante de sa carrière, Metternich apparaît comme l'âme de la Sainte-Alliance, l'oracle des vues providentielles sur les affaires humaines, le défenseur des saines traditions, l'adversaire de toutes les entreprises belliqueuses, le lien de toutes les actions communes, le médiateur et l'arbitre de tous les litiges internationaux.

Considéré au contraire dans le domaine de la politique intérieure, le système n'est qu'un majestueux sophisme, qui n'a pu se prolonger qu'au prix d'expédients continuels et qui se terminera piteusement. Il ne conçoit en effet la vie normale des peuples que dans la soumission, le silence et l'immobilité; il a pour principe unique l'absolutisme, pour instrument unique la haute police, pour objet unique l'étouffement de toute pensée libre et de toute innovation. Or, le changement est la loi universelle de la nature; jamais l'horloge du monde ne s'arrête, et l'humanité n'existe qu'à la condition de se transformer sans cesse. Malgré sa vive intelligence, Metternich n'aperçoit pas cette vérité supérieure. Autour de lui, des idées et des passions nouvelles, des sentiments et des appétits nouveaux fermentent de toute part. Dans tous les pays, la houle démocratique monte et s'avance irrésistiblement. Il ne méconnaît certes pas l'importance du phénomène, puisque, dès 1830, il écrit à son ami Nesselrode : « Ma pensée la plus secrète est que la vieille Europe est au commencement de la fin. » Mais il n'imagine pas d'autre remède que l'intransigeance hautaine et la répression impitoyable. Il aime à répéter, de sa voix calme : « Je suis le rocher de l'ordre. »

Sa clairvoyance est d'ailleurs souvent troublée par son grand défaut, qui s'est beaucoup accru avec l'âge, - la vanité. Il s'admire constamment; il se croit infaillible; il déclare que « l'erreur n'a jamais approché de son esprit. » Bien plus, il parle quelquefois de son apostolat messianique parmi les hommes. Cependant, les nuées s'accumulent à tous les coins de l'horizon; les éclairs sillonnent le ciel. Cette fois encore, l'ouragan vient de France. Metternich ne s'en émeut pas outre mesure; car il est assuré que l'Autriche, « cet empire béni du ciel, » échappera aux calamités qu'il prévoit pour tous les autres pays.

Mais tandis qu'il se complaît, d'un ton dégagé, aux belles dissertations de philosophie politique, une révolte éclate à Vienne, le 13 mars 1848, et le renverse en deux heures.

Il est obligé de fuir à travers l'Allemagne insurgée, seul avec sa femme, abandonné de tous, déguisé « comme un malfaiteur, » couchant la nuit dans des bouges, croyant vivre « un songe horrible. » L'ironie du sort ne lui permet de trouver un asile qu'en des pays infectés de libéralisme, en Angleterre, puis en Belgique. Après trois ans et demi d'absence, il rentre dans son palais du Rennweg.

Toute la physionomie de l'Europe est changée. Un Bonaparte règne- en France : il s'est juré d'anéantir l'œuvre de 1815; il commence par venger en Crimée le désastre de 1812, puis il s'attaque à l'Autriche pour l'expulser d'Italie. Sur ces entrefaites, Metternich meurt, au début de sa quatre-vingt-septième année, le 11 juin 1859, dans le court intervalle qui sépare Magenta de Solférino. Sept ans plus tard, il aurait vu pis encore : il aurait vu la puissance autrichienne s'effondrer à Sadowa, l'hégémonie prussienne s'établir en Allemagne, la gloire antique des Habsbourg s'éclipser devant l'astre montant des Hohenzollern....